

R É P U B L I Q U E F R A N Ç A I S E

BUDGET ANNEXE
MISSION MINISTÉRIELLE
RAPPORTS ANNUELS DE PERFORMANCES
ANNEXE AU PROJET DE LOI DE RÈGLEMENT
DU BUDGET ET D'APPROBATION DES COMPTES POUR

2018

PUBLICATIONS OFFICIELLES
ET INFORMATION
ADMINISTRATIVE



NOTE EXPLICATIVE

La présente annexe au projet de loi de règlement est prévue aux 4° et 5° de l'article 54 de la loi organique relative aux lois de finances du 1^{er} août 2001 (LOLF).

Conformément aux dispositions de la LOLF, cette annexe présente et explique les réalisations effectives concernant l'ensemble des moyens inscrits aux budgets annexes.

Cette annexe par mission récapitule les crédits consommés (y compris les fonds de concours et les attributions de produits) et les emplois utilisés en 2018 en les détaillant par programme et action. La nomenclature du budget annexe s'inspirant de la comptabilité générale, les crédits ne sont pas présentés par titre et par catégorie.

Dans une première partie, le bilan de la programmation pluriannuelle, la récapitulation des crédits et des emplois ainsi que l'analyse des coûts sont présentés de façon synthétique au niveau de la mission.

Chaque programme constitutif de la mission est ensuite détaillé. Les parties relatives aux programmes comprennent les éléments suivants :

■ **La présentation de la consommation effective et de la prévision initiale des crédits et des dépenses fiscales associées :**

- les crédits, constitués d'autorisations d'engagement (AE) et de crédits de paiement (CP), sont détaillés selon la nomenclature par destination (actions) et par nature selon la nomenclature comptable. Les fonds de concours ouverts (FDC) et les attributions de produits (ADP) réalisées en 2018, ainsi que leurs évaluations initiales sont précisés ;
- les crédits 2017 ;
- les charges du programme, évaluées par action.

■ **Le rapport annuel de performances qui regroupe :**

- le bilan stratégique du programme ;
- pour chaque objectif de performance, les résultats attendus et obtenus des indicateurs et une analyse de ces résultats ;
- la justification au premier euro des mouvements de crédits et des dépenses constatées. Elle rappelle le contenu physique et financier du programme, les déterminants de la dépense effective, ainsi que les raisons des écarts avec la prévision initiale. Un échéancier des crédits de paiement associés aux autorisations d'engagement est aussi présenté ;
- une présentation des réalisations effectives des principaux opérateurs et des emplois effectivement rémunérés.

Sauf indication contraire, **les montants de crédits figurant dans les tableaux du présent document sont exprimés en euros**. Les crédits budgétaires sont présentés, selon l'article 8 de la LOLF, en autorisations d'engagement et en crédits de paiement.

Les emplois sont exprimés en équivalent temps plein travaillé (ETPT). On distingue les effectifs physiques qui correspondent aux agents rémunérés, quelle que soit leur quotité de travail et les ETPT (équivalents temps plein travaillé) correspondant aux effectifs physiques pondérés par la quotité de travail des agents. À titre d'exemple, un agent titulaire dont la quotité de travail est de 80 % sur toute l'année, correspond à 0,8 ETPT ou encore, un agent en CDD de 3 mois, travaillant à temps partiel à 80 % correspond à 0,8 x 3/12 ETPT.

TABLE DES MATIÈRES

Mission

PUBLICATIONS OFFICIELLES ET INFORMATION ADMINISTRATIVE	7
Bilan de la programmation pluriannuelle	8
Présentation budgétaire	12
Recettes constatées	13
Récapitulation des crédits et des emplois	15

Programme 623

ÉDITION ET DIFFUSION	19
Bilan stratégique du rapport annuel de performances	20
Objectifs et indicateurs de performance	22
Présentation des crédits	26
Justification au premier euro	31

Programme 624

PILOTAGE ET RESSOURCES HUMAINES	39
Bilan stratégique du rapport annuel de performances	40
Objectifs et indicateurs de performance	41
Présentation des crédits	45
Justification au premier euro	50

MISSION

PUBLICATIONS OFFICIELLES ET INFORMATION ADMINISTRATIVE

Bilan de la programmation pluriannuelle	8
Présentation budgétaire	12
Recettes constatées	13
Récapitulation des crédits et des emplois	15

BILAN DE LA PROGRAMMATION PLURIANNUELLE

BILAN STRATÉGIQUE DE LA MISSION

La mission « Publications officielles et information administrative » est structurée en deux programmes budgétaires composant le budget annexe des publications officielles et de l'information administrative (BAPOIA) géré par la direction de l'information légale et administrative (DILA). Le programme 623 « Édition et diffusion » recouvre les activités de diffusion légale, d'édition et d'information administrative. Le programme 624 « Pilotage et ressources humaines » regroupe les moyens logistiques et humains.

La DILA veille à ce que l'accès au droit soit garanti pour tous et que les citoyens disposent des informations nécessaires à leurs démarches administratives. Elle contribue également à la transparence de la vie publique, économique et financière. L'année 2018 est marquée par une activité particulièrement soutenue :

- 119 millions de visites sur le site « legifrance.gouv.fr » ;
- 275 millions de visites sur le site « service-public.fr » et 3,6 millions de comptes personnels ouverts ;
- 36 706 textes publiés au *Journal officiel* ;
- 3,4 millions de démarches réalisées.

La DILA s'efforce d'améliorer son offre de service afin de répondre aux attentes des usagers. Les orientations stratégiques de la DILA sont énoncées dans son plan « DILA 2020 ». Elles visent en particulier à moderniser et sécuriser la diffusion de l'information légale et administrative. De nombreuses mesures ont ainsi été mises en œuvre en 2018 par la sous-direction des systèmes d'information (SDSI), créée fin 2017, afin de fiabiliser et d'optimiser l'ensemble des outils de production et de diffusion de la chaîne régaliennne. De plus, la refonte du site « legifrance.gouv.fr » s'est poursuivie en 2018. Le site a été repensé pour intégrer les retours d'expérience des usagers. Enfin, le site « service-public.fr » a maintenu sa logique d'innovation continue qui lui permet notamment de renforcer les relations de l'utilisateur avec l'administration.

Par ailleurs, le raccordement au progiciel de l'État Chorus est effectif depuis le 1^{er} janvier 2018. Cette première année d'exécution des dépenses dans Chorus, qui a nécessité un important travail pour finaliser la reprise des données et redéfinir les différents circuits de la dépense, n'a pas fait l'objet de tension particulière. Elle s'appuie désormais sur une cartographie des achats dont l'objectif est d'identifier les gains potentiels et mettre en œuvre des actions pluriannuelles. La DILA poursuit en effet ses efforts de maîtrise de ses dépenses de fonctionnement et de rationalisation de ses moyens de production.

Dans ce cadre, et comme présenté au projet annuel de performance pour 2018, des mesures ont été prises afin de regrouper les équipes sur deux sites parisiens - rue Desaix et avenue de Ségur – et optimiser l'occupation des espaces.

OBJECTIFS ET INDICATEURS LES PLUS REPRÉSENTATIFS DE LA MISSION

OBJECTIF MXJ.1 : Améliorer l'accès et l'offre de diffusion numérique en matière d'information légale et administrative

Indicateur MXJ.1.1 : Accès aux informations et aux démarches administratives

(du point de vue de l'utilisateur)

	Unité	2016 Réalisation	2017 Réalisation	2018 Prévision PAP 2018	2018 Prévision actualisée PAP	2018 Réalisation	2020 Cible PAP 2018
Nombre total de visites sur le site "service-public.fr"	Millions	271,4	282,6	277	280	275,1	285
Taux de satisfaction des visiteurs du portail "service-public.fr"	%	90	90	90	90	84	94

Précisions méthodologiques

Source des données : le nombre annuel des visites provient de l'application « At Internet ». Le taux de satisfaction des usagers est issu d'une enquête statistique réalisé soit par un prestataire externe ou par nos soins.

Mode de calcul : le nombre de visites est mesuré mensuellement et extrait de l'application de « marquage » « At Internet ». Le taux de satisfaction est mesuré à partir d'un questionnaire détaillé à la fois quantitatif et qualitatif lors de l'enquête auprès des usagers.

Commentaires : c'est à la fois un indicateur de performance par la progression du nombre de visites et un indicateur de qualité par le taux de satisfaction. La dernière enquête statistique sur l'ensemble des sites de la DILA effectuée par le prestataire extérieur « Opinionway » a été réalisée sur la période du 12 octobre au 3 novembre 2016. Courant novembre 2018 et pour la première fois, l'enquête a été menée au moyen d'un questionnaire auto-administré en ligne sur le site. L'échantillon interrogé et qui a répondu, garantit une bonne représentation de la variété des profils de visiteurs.

L'enquête comprend également des questions portant sur des éléments prospectifs, utiles pour faire évoluer le site.

Indicateur MXJ.1.2 : Diffusion de la norme juridique

(du point de vue de l'utilisateur)

	Unité	2016 Réalisation	2017 Réalisation	2018 Prévision PAP 2018	2018 Prévision actualisée PAP	2018 Réalisation	2020 Cible PAP 2018
Nombre de visites sur le site "Légifrance.fr"	Millions	117,5	118,8	124	120	119,2	130
Nombre d'abonnés au sommaire quotidien du JORF	Nombre	89 861	80 085	80 000	80 000	87 209	85 000

Précisions méthodologiques

Source des données : le nombre de visites est mesuré mensuellement avec l'application de « marquage » « At Internet ». Le nombre d'abonnés au sommaire électronique quotidien du JORF provient des statistiques mensuelles de l'hébergeur externe du site.

Mode de calcul : pour les visites sur le site, il s'agit du total annuel. Pour le nombre d'abonnés au sommaire, c'est le résultat au 31 décembre de chaque année. Le décompte du nombre d'abonnés au sommaire électronique quotidien du JORF est issu du système de statistique mensuelle automatisée.

Commentaires : La cible 2020 du nombre de visites sur le site a été révisée à 125 millions et justifiée lors de l'établissement du PAP 2019.

Indicateur 1.1 : Accès aux informations et aux démarches administratives :

Le nombre de visites constatées sur le site « service-public.fr » accuse une légère baisse en 2018 en comparaison avec 2017 (-2.7%) et l'objectif est atteint à 99%.

Cette diminution s'explique notamment par une baisse du trafic indirect (co-marquage), les données éditoriales du site étant intégralement disponibles en open-data mais aussi du fait des pratiques des moteurs de recherche type « Google » qui peuvent remonter directement (« position zéro ») des réponses extraites du site sans nécessité de s'y connecter. Le trafic direct (268 millions de visites en 2018) est, quant à lui, en augmentation de 3,4% en comparaison avec l'année 2017. Le résultat de cet indicateur est très satisfaisant car en 2018 le trafic n'a pas bénéficié de la hausse contextuelle générée en 2017 par la tenue d'élections majeures (les élections présidentielles et législatives ayant entraîné une forte consultation des informations pratiques, et le téléchargement de formulaires relatifs aux procurations, vote par correspondance, rappel des calendriers, etc.).

En 2018, 3,4 millions de démarches en ligne ont été réalisées depuis le site, plus de 900 000 comptes personnels créés (portant à 3,6 millions le total de comptes sur « service-public.fr »), 59,3 millions de formulaires Cerfa téléchargés. On note par ailleurs une audience moyenne d'1 million de « personnes touchées » par mois sur les réseaux sociaux de service-public.fr (Twitter et facebook).

Avec près de 58% de consultations, l'ordinateur reste le principal support de consultation (même si la diminution constatée depuis plusieurs années se confirme, au profit des supports mobiles). Ainsi, au total, les consultations sur tablettes et smartphones représentent 42% des visites en 2018.

En 2018, le taux de satisfaction est de 84%. Cette valeur ne peut être comparée directement à celle de 2017 (90%) et à la prévision. En effet, un changement de méthodologie a été opéré en 2018 ; La précédente enquête de satisfaction datant d'octobre/novembre 2016 avait été réalisée par une entreprise de sondages et ne prenait en compte que les résultats des usagers sur la partie éditoriale du site et sur un échantillonnage de population. L'indicateur retenu était celui des « satisfaits et très satisfaits ». En 2018, l'indicateur retenu est celui de la satisfaction globale défini avec la méthodologie suivante : pour la première fois, un baromètre a été mis en ligne sur le site « service-public.fr » au cours du mois de novembre 2018. Le sondage portait à la fois sur les consultations de pages d'informations administratives du site et les démarches en ligne abouties : 2 049 réponses ont été collectées, échantillon largement supérieur à celui de 2016 (1 672 réponses) avec une quasi parité hommes/femmes chez les répondants (49.6 % // 50.4%) et une représentation de toutes les tranches d'âge. En 2016, le profil des répondants était différent avec 53% de femmes, 52% habitaient dans une ville de plus de 100 000 habitants alors qu'en 2018 ils sont seulement 23,8% ; 49% des répondants étaient des CSP+ contre 43,8% en 2018.

Il en résulte en 2018 pour la satisfaction globale, une moyenne de 8,4/10 qui progresse à 8,7/10 pour la recommandation du site à un proche. À titre comparatif, en 2016, la moyenne de la satisfaction globale était de 8/10 et celle de la recommandation du site à un proche de 8,2/10. La progression de ces moyennes sur deux ans démontre une satisfaction accrue des usagers sur ces items grâce notamment à la personnalisation de l'information administrative présentée sur le site, aux améliorations apportées au site et aux nouveaux services proposés (plus de pertinence et de lisibilité). Parallèlement, l'objectif de diversification du public consultant le site est en amélioration.

En complément de cette enquête de satisfaction et comme chaque année depuis 2015, des tests utilisateurs ont eu lieu fin 2018. Ces tests visaient à évaluer, auprès d'utilisateurs du site, la compréhension et la pertinence des fonctionnalités de personnalisation de l'information et des démarches récemment développées ou en cours de développement. Ils ont permis d'identifier des axes d'optimisation sur des sujets comme la personnalisation des contenus, la construction de démarches en ligne, les échanges entre les usagers et le site, notamment via un chatbot. Les conclusions de ces tests ont confirmé la forte attente des usagers en matière de personnalisation et d'interaction avec le site, ainsi que de la simplification des démarches en ligne, ce qui est déjà une action dans laquelle la DILA investit fortement. Dans un souci de cerner au mieux les attentes des usagers, les équipes chargées de l'évolution du site « service-public.fr » ont également organisé deux rencontres (l'une en juin et l'autre en novembre dans le cadre de la semaine de l'innovation) avec des citoyens et des publics variés (la dernière session était dédiée aux jeunes publics).

Concernant les nouveautés apportées au site, l'année 2018 a été marquée par l'ouverture de dispositifs de recueil de satisfaction des usagers ou bien encore l'amélioration d'aides aux usagers, comme les FAQ et la multiplication des modules de personnalisations des contenus. L'année a également été placée sous le signe d'une nouvelle version plus ergonomique avec une navigation plus intuitive de l'annuaire de l'administration. On peut également souligner la mise en place d'un chat dédié aux violences sexuelles ou sexistes, permettant un dialogue direct et anonyme entre les forces de l'ordre et les victimes (partenariat avec le ministère de l'Intérieur).

Cinq nouveaux simulateurs de calcul et de situation (calculateur HT/TTC, zonage 123, calendrier des vacances scolaires, prix après réduction, certificat médical et licence sportive) ont été mis en ligne ainsi que des premiers modèles de documents personnalisables (demande de congé parental dans la fonction publique, demande de congé parental dans le secteur privé, notification de départ à la retraite, lettre de démission du salarié).

En 2018, trois nouvelles démarches en ligne ont été mises en production : « fraude à la carte bancaire » en mai, « demande de publication au Journal officiel d'annonce préalable de changement de nom pour motif légitime » en juillet et nouvelle démarche d'inscription sur les listes électorales ouverte au public le 3 janvier 2019.

En 2019, un service d'aide à la saisie guidée (assistée) des formulaires CERFA sera expérimenté puis industrialisé en 2019- 2020 sur les 100 CERFA les plus utilisés représentant 60 % des téléchargements de CERFA (2,6 millions de téléchargements par mois sur un total de 4,5 millions).

Indicateur 1.2 : Diffusion de la norme juridique :

Le nombre de visites sur le site « legifrance.gouv.fr » s'élève à 119,2 millions y compris celles sur « legimobile.fr » et le site « circulaires.gouv.fr » (*intégré au site « legifrance.gouv.fr »*), soit une légère augmentation de 0,35% par rapport à 2017 (118,8 millions). L'objectif est atteint à 99%.

Le site « legimobile.fr » a été fermé comme prévu au printemps 2018 à la fin du marché concerné car le site n'offrait qu'une couverture partielle de pages consultables sur mobiles. Dans le cadre de son projet de modernisation, le site « legifrance.gouv.fr » permettra l'accès à tous ses contenus sur les terminaux mobiles en mode *responsive design*.

L'objectif du taux de disponibilité de 99,90 % du site sur 2018 a été respecté avec un taux réel de 99,91% constaté sur l'année.

L'année 2018 a permis de mettre en œuvre de nombreuses mesures visant à sécuriser et à optimiser l'ensemble des outils de production et de diffusion de la chaîne régaliennne. En effet l'audit initié dès fin 2017 sur la chaîne informatique de publication de la DILA, a été suivi par la mise en place d'un important plan d'actions comprenant environ 80 mesures sur des thématiques diverses : sécurité, hébergement, processus, etc. Plus d'une trentaine d'entre elles, prioritaires, ont d'ores et déjà été réalisées en 2018 ; la mise en œuvre des préconisations de l'audit se poursuivra tout au long de l'année 2019.

D'autres chantiers ont également été menés à bien par les équipes de la DILA en 2018 autour de la chaîne régaliennne : sécurisation des processus de publication des promotions de l'ordre national de la légion d'honneur et du mérite via Legho ; amélioration de certaines fonctions de Solon¹ (nouveau module de recherche libre, optimisation de temps de traitement) ; mise à jour du stock des circulaires et modification de l'outil pour prise en compte de la mise en place de l'opposabilité de ces dernières suite à la loi ESSOC – loi du 10 août 2018 pour un État au service d'une société de confiance.

En parallèle de ces travaux, le chantier de modernisation du site « legifrance.gouv.fr » s'est poursuivi et de nouvelles fonctionnalités ont déjà été développées telles que la recherche globale, le cycle de vie des textes et codes et la comparaison d'articles. Début 2019, une version bêta du site modernisé sera ouverte à un panel limité afin de recueillir les premières remarques des utilisateurs et tenir compte de celles-ci avant la mise en ligne d'une bêta publique puis la bascule du nouveau site. Cette nouvelle version du site vise à faciliter l'accès au droit à tout usager en étant plus ergonomique, accessible en mobilité et en offrant de nouvelles fonctionnalités de recherche et de suivi des évolutions des textes juridiques.

Avec 87 209 abonnés au sommaire du *Journal officiel* au 31 décembre 2018, ce sont plus de 7 000 abonnements supplémentaires enregistrés par rapport à la même période en 2017 (80 085 abonnés), soit une hausse de 8,9 % et un résultat supérieur de 9 % à la prévision. Ce chiffre, en forte hausse au regard des estimations initialement prévues, a fortement fluctué en 2017 et au premier semestre 2018 à la suite de la suppression des comptes inactifs en mai 2017 (72 108 abonnés au 1^{er} juin 2017) et mai 2018 (passage de près de 86 000 abonnés à moins de 80 000). Le rythme de croissance du nombre d'abonnements est revenu après ces deux nettoyages de fichier à un rythme similaire à celui constaté sur les années 2015 ou 2016.

Les actions ciblées (*message d'autopromotion d'abonnement au sommaire intégré sur chacune des pages statiques du site « legifrance.gouv.fr », e-mailings à l'attention de la sphère administrative*) mises en place fin 2017 pour faire connaître ce service ont eu un impact significatif et positif sur le résultat 2018 de cet indicateur.

¹Système d'Organisation en Ligne des Opérations Normatives

PRÉSENTATION BUDGÉTAIRE

Dépenses		Recettes	
SECTION DES OPÉRATIONS COURANTES			
Achats et services extérieurs	73 070 075	Ventes	194 902 500
Subvention pour charge de service public	28 000	Subventions d'exploitation	
Impôts, taxes et versements assimilés hors titre 2		Produit relevant de missions spécifiques	
Charges éligibles au titre 2	66 319 348		
Charges d'intervention		Produit d'intervention	
Autres charges de gestion courante		Autres produits de gestion courante	1 525 683
Charges financières	28	Produits financiers	
Charges exceptionnelles		Produits exceptionnels hors cession d'actif	
Total des dépenses courantes (I)	139 417 451	Total des recettes courantes (II)	196 428 183
		Solde des opérations courantes (II-I=III)	57 010 732
SECTION DES OPÉRATIONS EN CAPITAL			
Amortissements des prêts et avances (IV)		Produit de cession des immobilisations affectées à la dette (Art 61 LFI 2011) (V)	
		Solde prudentiel (III+V-IV=VI)	57 010 732
Acquisitions d'immobilisations	7 137 266	Produit brut des emprunts	
Majoration de l'amortissement de la dette		Produit des cessions des actifs	0
		Autres recettes en capital	
Total des dépenses de capital (VII)	7 137 266	Total des recettes en capital (VIII)	0
Total des dépenses (I+VII=IX)	146 554 717	Total des recettes (II+VIII=X)	196 428 183
		Solde du budget annexe (X-IX)	49 873 466
Rappel évaluation FDC et ADP	0	Rappel évaluation FDC et ADP	0

¹ FDC (fonds de concours), ADP (attribution de produits)

RECETTES CONSTATÉES

SECTION DES OPÉRATIONS COURANTES

Numéro des lignes et désignation des recettes	LFI	Exécution	Écart à la prévision
7010 – Ventes de produits	185 800 000	194 902 500	+9 102 500
7100 – Produits de fonctionnement relevant de missions spécifiques à l'État	0		0
7280 – Produits de fonctionnement divers	0	1 525 683	+1 525 683
7400 – Cotisations et contributions au titre du régime de retraite	0		0
7511 – Participations de tiers à des programmes d'investissement	0		0
7680 – Produits financiers divers	0		0
7700 – Produits régaliens	0		0
Total des recettes de fonctionnement	185 800 000	196 428 183	+10 628 183

SECTION DES OPÉRATIONS EN CAPITAL

Numéro des lignes et désignation des recettes	LFI	Exécution	Écart à la prévision
9700 – Produit brut des emprunts	0		0
9900 – Autres recettes en capital	0		0
Prélèvement sur le fonds de roulement		0	0
Total des recettes brutes en capital	0	0	0
À déduire :			
Amortissements			
Total des recettes nettes en capital	0	0	0

Total des recettes nettes du budget annexe	185 800 000	196 428 183	+10 628 183
Évaluation FDC et ADP	0		
Total des recettes nettes y.c. FDC et ADP	185 800 000	196 428 183	+10 628 183

LIBELLE	Exécution 2016	Exécution 2017	PLF 2018	PREVISIONS 2018 REVISEES	Exécution 2018
RECETTES D'ANNONCES	183 014 158	182 176 401	178 800 000	187 700 000	189 106 303
ASSOCIATIONS	4 175 360	4 167 654	4 000 000	4 100 000	4 201 516
BOAMP	79 225 905	80 592 128	76 500 000	81 700 000	82 759 934
BALO	6 136 688	6 005 442	6 000 000	6 500 000	6 608 958
BODACC	93 125 593	91 023 011	92 000 000	95 000 000	95 094 431
JO	350 612	388 165	300 000	400 000	441 464
RECETTES HORS ANNONCES	9 120 587	7 708 901	7 000 000	6 400 000	7 321 880
VENTES DE PUBLICATIONS ET ABONNEMENTS	4 278 569	2 676 836	3 000 000	2 000 000	2 062 571
PRESTATIONS ET TRAVAUX D'EDITION	1 995 000	2 461 190	2 500 000	2 500 000	2 778 577
AUTRES ACTIVITES	2 847 018	2 570 875	1 500 000	1 900 000	2 480 732
TOTAL DES RECETTES	192 134 745	189 885 302	185 800 000	194 100 000	196 428 183

L'exécution des recettes budgétaires est de 196,4 M€ au 31 décembre 2018, en hausse de 6,5 M€ par rapport à 2017. Elle est aussi nettement supérieure à la prévision de recettes présentée en LFI 2018 à hauteur de 185,8 M€. Cette prévision, basée sur l'exécution constatée au premier semestre 2017, traduisait un contexte économique et financier difficile et anticipait une baisse des recettes d'annonces en particulier celles publiées au bulletin officiel des annonces des marchés publics (BOAMP). Le BOAMP est impacté par deux mesures mises en place en 2018 : la possibilité pour les acheteurs publics de publier des annonces sur d'autres supports que le BOAMP pour les marchés en dessous des seuils européens d'une part et la dématérialisation des marchés publics qui entraîne une évolution des acteurs d'autre part. Les recettes du BOAMP ont été dynamiques, les encaissements sont en hausse de 2,2 M€.

Si les recettes d'annonces sont en hausse de 6,9 M€ (+4 %) par rapport à 2017, les recettes hors annonces sont quant à elles en légère baisse de 0,3 M€ (-4 %).

Les recettes liées aux ventes et abonnements de publications sous la marque « La Documentation Française », qui subissent l'impact de la transition numérique privilégiant la diffusion de supports gratuits, sont en baisse de 0,6 M€ alors que les travaux d'impression et prestations de service augmentent de 0,3 M€. L'imprimerie s'est en effet réorientée vers des travaux de labeur dont la qualité s'est améliorée grâce à la certification ISO 9001 (confirmée en 2018). Enfin, les autres activités sont supérieures à la prévision en LFI en raison du recouvrement pour 0,9 M€ des reversements réalisés par l'opérateur de téléphonie dans le cadre du service public « ASP 3939 ». Ces reversements, facturés entre 2015 et 2017 auraient dus être encaissés en 2017 et n'avaient donc pas été prévus au PAP 2018.

RÉCAPITULATION DES CRÉDITS ET DES EMPLOIS

RÉCAPITULATION DES CRÉDITS ET DES EMPLOIS PAR PROGRAMME

Avertissement

Les montants en autorisations d'engagement et crédits de paiement sont présentés hors résultat d'exploitation et hors variation du fonds de roulement.

Programme Crédits	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	ETPT (*)
Édition et diffusion			
Exécution	37 622 207	35 596 099	
Prévision	53 514 440	39 690 839	
<i>Crédits de LFI (hors FDC et ADP)</i>	<i>62 540 000</i>	<i>52 835 000</i>	
<i>Ouvertures / annulations prévues (y.c. FDC et ADP)</i>	<i>-9 025 560</i>	<i>-13 144 161</i>	
Pilotage et ressources humaines			
Exécution	111 532 397	110 958 618	579
Prévision	116 243 247	118 669 367	704
<i>Crédits de LFI (hors FDC et ADP)</i>	<i>120 752 856</i>	<i>120 452 856</i>	
<i>Ouvertures / annulations prévues (y.c. FDC et ADP)</i>	<i>-4 509 609</i>	<i>-1 783 489</i>	
Total Exécution	149 154 604	146 554 717	579
Total Prévision	183 292 856	173 287 856	704

(*) Répartition indicative par programme du plafond ministériel d'emplois

Publications officielles et information administrative

Mission | RÉCAPITULATION DES CRÉDITS ET DES EMPLOIS

RÉCAPITULATION DES CRÉDITS PAR SECTION ET PROGRAMME

SECTION DES OPÉRATIONS COURANTES

Programme	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	2017	2018	2017	2018
Édition et diffusion	31 172 733	30 331 937	32 852 507	28 458 833
Pilotage et ressources humaines	112 766 440	111 532 397	111 426 850	110 958 618
Total hors résultat d'exploitation	143 939 173	141 864 334	144 279 357	139 417 451

SECTION DES OPÉRATIONS EN CAPITAL

Programme	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	2017	2018	2017	2018
Édition et diffusion	10 968 822	7 290 270	10 180 757	7 137 266
Total hors variation du fonds de roulement	10 968 822	7 290 270	10 180 757	7 137 266

RÉCAPITULATION DES CRÉDITS PAR PROGRAMME ET ACTION

Numéro et intitulé du programme ou de l'action <i>Prévision LFI y.c. FDC et ADP</i> Consommation	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	2017	2018	2017	2018
623 – Édition et diffusion	<i>66 021 000</i> 42 141 555	<i>62 540 000</i> 37 622 207	<i>54 539 000</i> 43 033 264	<i>52 835 000</i> 35 596 099
01 – Diffusion légale	<i>6 700 000</i> 5 293 871	<i>6 700 000</i> 4 976 848	<i>6 700 000</i> 4 617 489	<i>6 700 000</i> 4 236 599
02 – Information administrative, édition publique et promotion	<i>59 321 000</i> 36 847 684	<i>55 840 000</i> 32 645 359	<i>47 839 000</i> 38 415 775	<i>46 135 000</i> 31 359 500
624 – Pilotage et ressources humaines	<i>121 445 000</i> 112 766 440	<i>120 752 856</i> 111 532 397	<i>122 572 000</i> 111 426 850	<i>120 452 856</i> 110 958 618
01 – Pilotage, modernisation et activités numériques	<i>6 573 000</i> 7 595 896	<i>8 000 000</i> 5 954 955	<i>7 700 000</i> 6 256 306	<i>7 700 000</i> 5 765 513
02 – Promotion et distribution des publications				
03 – Dépenses de personnel	<i>73 900 000</i> 68 972 635	<i>69 694 856</i> 66 319 348	<i>73 900 000</i> 68 972 635	<i>69 694 856</i> 66 319 348
04 – Convention Etat - Société anonyme de composition et d'impression des journaux officiels	<i>40 972 000</i> 36 197 909	<i>43 058 000</i> 39 258 094	<i>40 972 000</i> 36 197 909	<i>43 058 000</i> 38 873 757

Publications officielles et information administrative

Mission | RÉCAPITULATION DES CRÉDITS ET DES EMPLOIS

RÉCAPITULATION DES CRÉDITS SELON LA NOMENCLATURE COMPTABLE

SECTION DES OPÉRATIONS COURANTES

Nature de dépenses	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Achats	4 955 346	4 067 409
Variations des stocks		
Autres charges externes	69 340 510	67 861 542
Autres charges de gestion ordinaire	1 221 102	1 141 124
Subventions pour charges de service public	28 000	28 000
Charges de personnel	66 319 348	66 319 348
Charges d'intervention		
Charges financières	28	28
Total hors résultat d'exploitation	141 864 334	139 417 451

SECTION DES OPÉRATIONS EN CAPITAL

Nature de dépenses	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Immobilisations incorporelles	5 332 035	5 704 671
Immobilisations corporelles	1 958 235	1 432 595
Total hors variation du fonds de roulement	7 290 270	7 137 266

PROGRAMME 623

ÉDITION ET DIFFUSION

Bilan stratégique du rapport annuel de performances	20
Objectifs et indicateurs de performance	22
Présentation des crédits et des dépenses fiscales	26
Justification au premier euro	31

BILAN STRATÉGIQUE DU RAPPORT ANNUEL DE PERFORMANCES

Bertrand MUNCH

Directeur de l'information légale et administrative

Responsable du programme n° 623 : Édition et diffusion

Le programme 623 « Édition diffusion » porte l'ensemble des crédits de fonctionnement des activités dites « métiers » de la DILA ainsi que la totalité des crédits nécessaires aux projets informatiques et aux investissements. Ce programme comprend les actions suivantes :

- diffusion légale ;
- information administrative, édition publique et promotion.

Pour rappel, le programme 623 « Édition et diffusion » recouvre les activités suivantes :

- production et diffusion des textes législatifs ;
- transparence économique et financière ;
- gestion des produits et services numériques ;
- renseignement administratif multi-canal ;
- imprimerie ;
- maintenance des outils de production ;
- maintenance et hébergement informatiques ;
- investissements immobiliers et informatiques ;
- action commerciale et logistique des ventes.

En 2018, la DILA a mis en œuvre les priorités déclinées dans son plan stratégique « DILA 2020 » dont l'objectif est de moderniser ses activités tout en rationalisant les moyens humains et financiers afin d'assurer la maîtrise ses dépenses.

La diffusion légale a fait l'objet d'importants chantiers portés par la sous-direction des systèmes d'information (SDSI) parmi lesquels :

- la sécurisation de l'ensemble des outils de production et de diffusion de la chaîne régaliennne ;
- la refonte du site « legifrance.gouv.fr » ;
- la sécurisation des processus de publication des promotions de l'ordre national de la légion d'honneur.

Dans le domaine de l'information administrative, la DILA continue d'améliorer et de simplifier les relations entre l'utilisateur et l'administration. D'une part, des évolutions du site « service-public.fr » (SP) ont été réalisées afin de le rendre plus lisible et ergonomique : mises en place d'alertes personnalisées sur le compte personnel SP, nouveaux simulateurs, recherches guidées. D'autre part, la DILA étend son offre de services aux usagers en proposant de nouvelles démarches :

- En partenariat avec le Ministère de l'intérieur, un service en ligne de signalement de fraude à la carte bancaire (Perceval) et un portail, hébergé sur SP, de signalement des violences sexuelles et sexistes ont été ouverts en 2018 ;
- La dématérialisation de la demande de publication de changement de nom pour motif légitime est désormais effective. Enfin, la DILA a également contribué à la mise en œuvre, avec le Ministère de l'intérieur et l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE), du répertoire électoral unique (REU) qui donne la possibilité aux citoyens de demander leur inscription sur les listes électorales directement sur SP.

S'agissant des données économiques, la dématérialisation des annonces publiées au bulletin officiel des annonces civiles et commerciales (BODACC) s'est poursuivie ainsi que l'automatisation des processus de production.

Les travaux de la nouvelle version du site unique, en remplacement des sites « ladocumentationfrançaise.fr » et « vie-publique.fr », se sont poursuivis en 2018. Le site sera mis en ligne en 2019 et marquera l'achèvement de la transformation numérique de la chaîne éditoriale. Les contenus multi-formats gratuits donneront à tous les informations nécessaires à la compréhension des grands enjeux de société et de politique publique. En parallèle, la refonte des publications se poursuit : une nouvelle formule de *Cahiers français* est proposée. L'année 2018 est également marquée par la parution de l'ouvrage *L'Hôtel de Matignon*, en partenariat avec la Direction des services administratifs et financiers (DSAF), qui témoigne du savoir-faire de la DILA en matière de conception, réalisation et impression d'ouvrages de prestige.

L'activité de l'imprimerie a progressé en 2018 en termes de commandes (près de 80 % des clients sont des administrations) et les recettes sont également en hausse. En outre, la gâche papier est en baisse ainsi que le recours à la sous-traitance.

Enfin, la DILA a poursuivi ses efforts de maîtrise des dépenses de fonctionnement puisqu'elles ont baissé de près de 4,5 M€ en CP (-13%) en 2018. Elle a mis en place une cartographie des achats qui doit lui permettre de générer des économies supplémentaires sur la période 2019-2020.

RÉCAPITULATION DES OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE

OBJECTIF 1

Optimiser la production et la diffusion des données

- | | |
|----------------|---|
| INDICATEUR 1.1 | Contribution au développement de l'accès des PME à la commande publique |
| INDICATEUR 1.2 | Optimiser et sécuriser la production du Journal officiel (JO) |
| INDICATEUR 1.3 | Ouverture des données publiques de la DILA |
| INDICATEUR 1.4 | Développer l'édition numérique des publications de la DILA |

OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE

OBJECTIF N° 1

Optimiser la production et la diffusion des données

INDICATEUR 1.1

Contribution au développement de l'accès des PME à la commande publique

(du point de vue de l'utilisateur)

	Unité	2016 Réalisation	2017 Réalisation	2018 Prévision PAP 2018	2018 Prévision actualisée PAP 2019	2018 Réalisation	2020 Cible PAP 2018
Nombre total de visites sur le site « BOAMP.fr »	visites	3 246 778	3 205 125	3 300 000	3 100 000	3 219 901	3 300 000
Comptes ouverts sur le site BOAMP	nombre	150 830	168 518	180 000	190 000	185 515	200 000
Abonnements aux alertes des marchés publics	nombre	85 025	98 637	102 000	105 000	110 717	114 000

Commentaires techniques

Depuis fin 2015, le site « BOAMP.fr » offre de nouvelles fonctionnalités aux annonceurs de marchés publics et aux entreprises candidates. La DILA permet aux entreprises de toute taille de mieux s'identifier sur le site et d'y ouvrir gratuitement un compte pour recevoir automatiquement des alertes ciblées sur les appels d'offres déposés par les administrations et les collectivités publiques, et donc pour pouvoir candidater plus facilement.

Source des données : la mesure des trois sous-indicateurs est effectuée automatiquement par l'application de gestion du site.

Mode de calcul : Il s'agit de données brutes.

Commentaires : cet indicateur répond indirectement à la recommandation de développer et de faciliter l'accès des PME à la commande publique. La DILA y contribue sur son site BOAMP, l'un des principaux sites publics d'annonces légales, en offrant progressivement de nouvelles fonctionnalités aux entreprises candidates. La DILA s'emploie à donner plus de visibilité aux appels d'offres publics et à informer un nombre croissant de PME et TPE. Cet indicateur composite permet d'avoir une meilleure mesure du trafic sur le site et de ses services.

Les cibles 2020 ont été révisées à 2,9 millions de visites et à 220 000 comptes et justifiées lors de l'établissement du PAP 2019.

INDICATEUR 1.2

Optimiser et sécuriser la production du Journal officiel (JO)

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2016 Réalisation	2017 Réalisation	2018 Prévision PAP 2018	2018 Prévision actualisée PAP 2019	2018 Réalisation	2020 Cible PAP 2018
Nombre de rectificatifs publiés au JO imputables à la DILA	Nombre	43	27	40	27	19	40

Commentaires techniques

Source des données : le nombre de rectificatifs publiés au *Journal officiel* imputables à la DILA est recensé en interne par l'équipe de la rédaction du JO.

Mode de calcul : le nombre de rectificatifs publiés au *Journal officiel* imputables à la DILA fait l'objet d'un décompte manuel journalier au sein de la DILA.

Commentaires : les rectificatifs imputables à la DILA sont à mettre en relation avec le nombre total de textes publiés et au regard de l'urgence avec laquelle il faut les publier (du jour au lendemain, ce qui correspond au délai de rigueur). À noter qu'un rectificatif peut être « mixte », c'est-à-dire correspondre à plusieurs erreurs imputables à la DILA et aux ministères ; dans ce cas, ces erreurs sont également prises en compte. STILA est la plate-forme de production du système de l'information légale et administrative. Cet outil vise à améliorer l'accès au droit, notamment par la production sécurisée et la diffusion du JO Lois et décrets sur le site « legifrance.gouv.fr » dans les délais impartis.

La cible 2020 a été révisée à 25 et justifiée lors de l'établissement du PAP 2019.

INDICATEUR 1.3**Ouverture des données publiques de la DILA**

(du point de vue de l'utilisateur)

	Unité	2016 Réalisation	2017 Réalisation	2018 Prévision PAP 2018	2018 Prévision actualisée PAP 2019	2018 Réalisation	2020 Cible PAP 2018
Nombre de jeux de données publiques sous licence ouverte	Nombre	31	41	45	45	54	48

Commentaires techniques

Source des données : décompte effectué par le gestionnaire.

Mode de calcul : décompte manuel des jeux de données de la DILA en accès libre et gratuit sur le site data.gouv.fr. Les chiffres des réalisations et prévisions annuelles et de la cible sont cumulés depuis l'ouverture des données.

Commentaires : Les jeux de données ouverts par la DILA sont assez variés, tant par leur taille que par leur nature. Il s'agit notamment de bases de données de nature juridique (textes législatifs et réglementaires consolidés ; instructions et circulaires ministérielles ; conventions collectives nationales ; fonds de jurisprudence en matière civile et pénale ; arrêts de la Cour de cassation), de corpus d'annonces légales (marchés publics ; annonces civiles et commerciales obligatoires des entreprises y compris des sociétés faisant appel à l'épargne ; vie des associations, fondations et fonds de dotation), des fiches d'information constituant le guide des droits et démarches, des dossiers documentaires thématiques sur les politiques publiques du site vie-publique.fr et de l'annuaire des services publics. Les jeux de données sont produits par la DILA et mis à jour régulièrement, parfois quotidiennement ; ils peuvent être réutilisés pour un usage commercial ou dans un but de transparence.

Les jeux de données sont mis à disposition gratuitement et sous licence ouverte.

INDICATEUR 1.4**Développer l'édition numérique des publications de la DILA**

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2016 Réalisation	2017 Réalisation	2018 Prévision PAP 2018	2018 Prévision actualisée PAP 2019	2018 Réalisation	2020 Cible PAP 2018
Nombre de nouveautés numériques d'ouvrages des marques La Documentation Française et les Editions du JO	Nombre	273	229	207	168	184	204

Commentaires techniques

Source des données : extraction de la base de données éditoriales « Libris ».

Mode de calcul : décompte manuel du nombre de titres numériques en mode epub et/ou pdf à leur date de parution car chaque parution a un code ISBN spécifique par format édité.

Commentaires : les publications de la DILA appartiennent aux différentes catégories des sciences humaines et juridiques. Outre ses éditions propres publiées sous ses marques, la DILA est un éditeur délégué pour le compte des administrations.

La cible 2020a été révisée à 138 et justifiée lors de l'établissement du PAP 2019.

ANALYSE DES RÉSULTATS**Indicateur 1.1 : Contribution au développement de l'accès des PME à la commande publique :**

Dans le cadre de la contribution au développement de l'accès des PME à la commande publique, le nombre de visites constatées en 2018 sur le site « BOAMP.fr » est de 3,2 millions et se situe entre la prévision initiale de 3,3 millions et la prévision actualisée à 3,1 millions.

Ce résultat, légèrement supérieur (+0,46%) à celui de l'année 2017 alors que le volume de pages vues baisse de 4,9% (plus de 21 millions de pages vues), est satisfaisant compte tenu d'une part du contexte d'économies budgétaires et de rationalisation des investissements publics et d'autre part des développements d'offres concurrentielles multiples au BOAMP pour les « petits » marchés. Pour autant, la fréquentation du site se maintient grâce à sa notoriété et les fonctionnalités de veille sur les appels d'offres continuent de remporter l'adhésion des entreprises. Le réseau social professionnel, dénommé Agora BOAMP, mis à disposition des acheteurs publics en février 2016 reste également apprécié des utilisateurs. Ainsi, le nombre de comptes ouverts sur le site BOAMP a dépassé son objectif (3%) et progresse de 10% par rapport au résultat 2017. Le nombre d'abonnements aux alertes des marchés public a également dépassé son objectif de 5% avec une progression de 12% par rapport à 2017, grâce aux divers services proposés depuis 2016 et à une légère reprise de l'activité de la commande publique plus favorable au TPME (confirmée par l'observatoire de la commande publique sur l'accès des petits marchés aux TPME).

Indicateur 1.2 : Optimiser et sécuriser la production du Journal officiel :

Le nombre de rectificatifs publiés au JO imputables à la DILA s'élève à 19 pour 27 en 2017, soit une nette diminution (-30%) en regard de 36 706 textes publiés au JORF en 2018 (+3% ; 35 667 en 2017). Ce constat est très positif, d'autant que depuis 2016, le nombre de rectificatifs a chuté de 56%. Cette performance résulte des nombreuses actions engagées dans le cadre de l'amélioration de la qualité et de la maîtrise des risques avec notamment la mise en place d'une nouvelle organisation de la production et des actions de sécurisation des procédures de publication des textes du *Journal officiel*.

La poursuite de la baisse du nombre de rectificatifs constatée en 2018 s'explique par une meilleure utilisation des systèmes de contrôles liés à STILA, notamment de l'outil de comparaison des formats entrants (pour traitement) et sortants (pour diffusion) en aide à la détection d'éventuelles modifications engendrées par la manipulation des données. La réduction des interventions manuelles, l'efficacité des contrôles, ont permis de gagner en productivité et en qualité. A cet effet, jusqu'en 2020, l'accent restera mis sur la formation (en particulier des nouveaux recrutés), la mise à jour des procédures, l'harmonisation des pratiques et l'effectivité des contrôles de différents niveaux : autocontrôle, contrôles mutuels, supervision.

En repensant l'organisation avec la maîtrise des risques au cœur des processus, le traitement unitaire des textes a été rendu plus fluide, la traçabilité des textes «sensibles» ou représentant une difficulté technique particulière (tableaux, listes à puces, images...) a été optimisée.

Les indicateurs internes de suivi de traitement (informations sur les intervenants, indicateurs sur la « sensibilité » des textes...) et le bilan qualité sont présentés aux agents au cours de réunions de sensibilisation tous les six mois.

Par ailleurs, les échanges avec le secrétariat général du Gouvernement et les ministères se sont intensifiés dans une logique d'amélioration continue en proposant par exemple des modèles de structuration pour les textes récurrents sur lesquels des difficultés de conversion de formats ont été identifiées afin que les interventions et la manipulation de données soient limitées au niveau de la rédaction pour leur publication.

Indicateur 1.3 : Ouverture des données publiques de la DILA :

Au 31 décembre 2018, la DILA a mis à disposition 54 jeux de données, dont 13 nouveaux en 2018 sur la plateforme ouverte des données publiques « data.gouv.fr ». La DILA a également développé et ouvert en « open data », 10 simulateurs au cours du dernier trimestre 2018. La prévision est dépassée.

La stratégie de la DILA est en effet d'ouvrir en « open data » et de valoriser les données publiques de son patrimoine en facilitant leur réutilisation et le développement de services autour des données qu'elle produit ou diffuse.

Déjà accessibles depuis 2014, les principaux jeux de données de la DILA se sont enrichis de nouveaux contenus. La forte hausse du nombre de jeux de données ouverts en 2018 en comparaison avec 2017, s'explique notamment par la mise à disposition de données relatives aux simulateurs figurant sur le site « service-public.fr », développés par la DILA (ces simulateurs de calculs ou de situation font partie des axes majeurs de développement du site officiel de l'administration afin de personnaliser le plus possible l'information proposée. Par exemple : *frais de mise en location imputables au locataire ; barème fiscal de l'usufruit et de la nue-propriété ; calculer les indemnités pour licenciement abusif*).

On peut également recenser l'ouverture du jeu de données *DOLE* (les dossiers législatifs).

A noter également que le site légifrance modernisé est développé sur la base d'API de consultation qui permettront en 2019 un accès facilité aux données de la norme.

Indicateur 1.4 : Développer l'édition numérique des publications de la DILA :

Les résultats de l'édition numérique sont contrastés. Ils traduisent d'une part la rationalisation de la publication (suppression des publications papier à très faible tirage par exemple) et d'autre part, la transformation en profondeur de l'offre éditoriale et le développement de la production numérique avec la volonté principale d'aller vers des publications gratuites sur le web pour favoriser l'accès de ces informations au plus grand nombre. Le nombre d'ouvrages sous la marque « les Éditions du Journal officiel » est ainsi plus faible (7) que la prévision initiale (16) et a porté uniquement sur les ouvrages des conventions collectives. En effet l'arrêt de la convention d'édition des avis et rapports du CESE en janvier 2018 (*non connu au moment de la détermination de la prévision*) a eu un impact à la baisse sur le résultat 2018, ce qui explique la différence avec le résultat de l'année 2017, soit 83% de nouveautés numériques en moins.

A contrario, le nombre d'ouvrages sous la marque « La Documentation Française » (177) est supérieur à la prévision actualisée (152), ce malgré l'arrêt en 2018 de la publication « Réflexe Europe ». Le nombre de titres numériques sous la marque «La documentation Française» a été supérieur à celui des titres sur support papier : 177 productions numériques (EPUB et PDF) pour 156 productions papier.

La DILA prépare avec son nouveau site internet axé sur les politiques publiques qui sera accessible en 2019, un nouvel accès aux documents et informations qu'elle produit. Ce nouveau site a l'ambition de donner, notamment aux plus jeunes, les clés pour comprendre les grands débats qui animent la société et les actions de L'État. Gratuit, il proposera des fiches encyclopédiques, de l'actualité, des informations sur les politiques publiques et s'enrichira de nouvelles ressources (vidéos, infographies).

PRÉSENTATION DES CRÉDITS

2018 / PRÉSENTATION PAR ACTION DES CRÉDITS VOTÉS (LFI) ET DES CRÉDITS OUVERTS

2018 / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

Numéro et intitulé de l'action	Opérations courantes	Opérations en capital	Total	Prévisions FDC et ADP
01 – Diffusion légale	6 700 000		6 700 000	0
02 – Information administrative, édition publique et promotion	42 573 000	13 267 000	55 840 000	
Total hors résultat d'exploitation et variation du fonds de roulement	49 273 000	13 267 000	62 540 000	0

	Dépenses de personnel	Hors dépenses de personnel	Total
Total (hors FDC et ADP)		62 540 000	62 540 000
Ouvertures et annulations (y.c. FDC et ADP)	0	-9 025 560	-9 025 560
Total y.c. FDC et ADP ouverts	0	53 514 440	53 514 440

2018 / CRÉDITS DE PAIEMENT

Numéro et intitulé de l'action	Opérations courantes	Opérations en capital	Total	Prévisions FDC et ADP
01 – Diffusion légale	6 700 000		6 700 000	0
02 – Information administrative, édition publique et promotion	32 930 000	13 205 000	46 135 000	
Total hors résultat d'exploitation et variation du fonds de roulement	39 630 000	13 205 000	52 835 000	0

	Dépenses de personnel	Hors dépenses de personnel	Total
Total (hors FDC et ADP)		52 835 000	52 835 000
Ouvertures et annulations (y.c. FDC et ADP)	0	-13 144 161	-13 144 161
Total y.c. FDC et ADP ouverts	0	39 690 839	39 690 839

2018 / PRÉSENTATION PAR ACTION DES CRÉDITS CONSOMMÉS

2018 / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

Numéro et intitulé de l'action	Opérations courantes	Opérations en capital	Total
01 – Diffusion légale	4 976 848		4 976 848
02 – Information administrative, édition publique et promotion	25 355 089	7 290 270	32 645 359
Total hors résultat d'exploitation et variation du fonds de roulement	30 331 937	7 290 270	37 622 207

2018 / CRÉDITS DE PAIEMENT

Numéro et intitulé de l'action	Opérations courantes	Opérations en capital	Total
01 – Diffusion légale	4 236 599		4 236 599
02 – Information administrative, édition publique et promotion	24 222 234	7 137 266	31 359 500
Total hors résultat d'exploitation et variation du fonds de roulement	28 458 833	7 137 266	35 596 099

Édition et diffusion

Programme n° 623 | PRÉSENTATION DES CRÉDITS

2017 / PRÉSENTATION PAR ACTION DES CRÉDITS CONSOMMÉS

2017 / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

Numéro et intitulé de l'action	Opérations courantes	Opérations en capital	Total
01 – Diffusion légale	5 293 871		5 293 871
02 – Information administrative, édition publique et promotion	25 878 862	10 968 822	36 847 684
Total hors résultat d'exploitation et variation du fonds de roulement	31 172 733	10 968 822	42 141 555

2017 / CRÉDITS DE PAIEMENT

Numéro et intitulé de l'action	Opérations courantes	Opérations en capital	Total
01 – Diffusion légale	4 617 489		4 617 489
02 – Information administrative, édition publique et promotion	28 235 018	10 180 757	38 415 775
Total hors résultat d'exploitation et variation du fonds de roulement	32 852 507	10 180 757	43 033 264

PRÉSENTATION DES CRÉDITS SELON LA NOMENCLATURE COMPTABLE

SECTION DES OPÉRATIONS COURANTES

Nature de dépenses	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Consommées en 2017	Ouvertes en LFI pour 2018	Consommées pour 2018	Consommés en 2017	Ouverts en LFI pour 2018	Consommés pour 2018
Achats	18 840 235	23 515 000	4 655 679	19 634 518	19 089 700	3 717 814
Autres charges externes	10 055 381	22 518 000	24 833 746	10 874 112	17 650 300	23 906 379
Autres charges de gestion ordinaire	2 276 117	3 170 000	814 512	2 342 877	2 820 000	806 640
Subventions pour charges de service public	1 000	70 000	28 000	1 000	70 000	28 000
Total hors résultat d'exploitation	31 172 733	49 273 000	30 331 937	32 852 507	39 630 000	28 458 833
Total hors résultat d'exploitation y.c. FDC et ADP prévus	31 172 733	49 273 000	30 331 937	32 852 507	39 630 000	28 458 833

SECTION DES OPÉRATIONS EN CAPITAL

Nature de dépenses	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Consommées en 2017	Ouvertes en LFI pour 2018	Consommées pour 2018	Consommés en 2017	Ouverts en LFI pour 2018	Consommés pour 2018
Immobilisations incorporelles	6 459 275	10 917 000	5 332 035	6 975 330	10 120 000	5 704 671
Immobilisations corporelles	4 509 547	2 350 000	1 958 235	3 205 427	3 085 000	1 432 595
Total hors variation du fonds de roulement	10 968 822	13 267 000	7 290 270	10 180 757	13 205 000	7 137 266
Total hors variation du fonds de roulement y.c. FDC et ADP	10 968 822	13 267 000	7 290 270	10 180 757	13 205 000	7 137 266

RÉCAPITULATION DES MOUVEMENTS DE CRÉDITS

ARRÊTÉS DE REPORT DE CRÉDITS OUVERTS PAR VOIE DE FONDS DE CONCOURS

Date de signature	Ouvertures				Annulations			
	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement		Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Dépenses de personnel	Autres dépenses	Dépenses de personnel	Autres dépenses	Dépenses de personnel	Autres dépenses	Dépenses de personnel	Autres dépenses
06/03/2018		95 750		95 750	0	0	0	0

ARRÊTÉS DE REPORT DE CRÉDITS HORS FONDS DE CONCOURS

Date de signature	Ouvertures				Annulations			
	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement		Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Dépenses de personnel	Autres dépenses	Dépenses de personnel	Autres dépenses	Dépenses de personnel	Autres dépenses	Dépenses de personnel	Autres dépenses
08/02/2018		3 655 125			0	0	0	0

LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES

Date de signature	Ouvertures				Annulations			
	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement		Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Dépenses de personnel	Autres dépenses	Dépenses de personnel	Autres dépenses	Dépenses de personnel	Autres dépenses	Dépenses de personnel	Autres dépenses
10/12/2018						12 776 435		13 239 911

TOTAL DES OUVERTURES ET ANNULATIONS (Y.C. FDC ET ADP)

	Ouvertures				Annulations			
	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement		Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres
Total général		3 750 875		95 750	0	12 776 435	0	13 239 911

JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

SUIVI DES CRÉDITS DE PAIEMENT ASSOCIÉS
À LA CONSOMMATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT (HORS TITRE 2)

AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT	CRÉDITS DE PAIEMENT
AE ouvertes en 2018 (*) (E1) 53 514 440	CP ouverts en 2018 (*) (P1) 39 690 839
AE engagées en 2018 (E2) 37 622 207	Total des CP consommés en 2018 (P2) 35 596 099
AE affectées non engagées au 31/12/2018 (E3) 3 578 797	dont CP consommés en 2018 sur engagements antérieurs à 2018 (P3) = (P2) – (P4) 15 221 650
AE non affectées non engagées au 31/12/2018 (E4) = (E1) – (E2) – (E3) 12 313 436	dont CP consommés en 2018 sur engagements 2018 (P4) 20 374 449

RESTES À PAYER

Engagements ≤ 2017 non couverts par des paiements au 31/12/2017 brut (R1) 27 387 763				
Travaux de fin de gestion postérieurs au RAP 2017 (R2) 2 512 883				
Engagements ≤ 2017 non couverts par des paiements au 31/12/ 2017 net (R3) = (R1) + (R2) 29 900 646	–	CP consommés en 2018 sur engagements antérieurs à 2018 (P3) = (P2) – (P4) 15 221 650	=	Engagements ≤ 2017 non couverts par des paiements au 31/12/2018 (R4) = (R3) – (P3) 14 678 996
AE engagées en 2018 (E2) 37 622 207	–	CP consommés en 2018 sur engagements 2018 (P4) 20 374 449	=	Engagements 2018 non couverts par des paiements au 31/12/2018 (R5) = (E2) – (P4) 17 247 758
				Engagements non couverts par des paiements au 31/12/ 2018 (R6) = (R4) + (R5) 31 926 754
				Estimation des CP 2019 sur engagements non couverts au 31/12/2018 (P5) 17 094 595
				Estimation du montant maximal des CP nécessaires après 2019 pour couvrir les engagements non couverts au 31/12/2018 (P6) = (R6) – (P5) 14 832 159

NB : les montants ci-dessus correspondent uniquement aux crédits hors titre 2

(*) LFI 2018 + reports 2017 + mouvements réglementaires + FDC + ADP + fongibilité asymétrique + LFR

Édition et diffusion

Programme n° 623 | JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

JUSTIFICATION PAR ACTION

ACTION N° 01**Diffusion légale**

(y.c. FDC et ADP)	Prévision LFI			Réalisation		
	Dépenses de personnel	Autres titres	Total	Dépenses de personnel	Autres titres	Total
Autorisations d'engagement		6 700 000	6 700 000		4 976 848	4 976 848
Crédits de paiement		6 700 000	6 700 000		4 236 599	4 236 599

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

ACHATS ET AUTRES CHARGES EXTERNES

L'action 1 « Diffusion légale » porte exclusivement les dépenses de fonctionnement liées aux travaux de collecte, recouvrement et facturation des annonces légales.

Les crédits consommés en 2018 sur cette action se chiffrent à 4 976 848 € en AE et à 4 236 600 € en CP pour une estimation à hauteur de 6 700 000 € en AE et en CP. Cette consommation est en diminution par rapport à celle de 2017 de 6 % en AE et 8 % en CP essentiellement dû au fait de la renégociation de la convention avec le conseil national des greffes des tribunaux de commerce (CNGTC).

Dans le détail :

- les dépenses liées au traitement des annonces du Bulletin officiel des marchés publics s'élèvent à 2 310 936 € en AE et 2 122 586 € en CP ;
- les dépenses liées au traitement des annonces du Bulletin des annonces civiles et commerciales s'élèvent à 2 483 935 € en AE et 2 042 344 € en CP.

ACTION N° 02**Information administrative, édition publique et promotion**

(y.c. FDC et ADP)	Prévision LFI			Réalisation		
	Dépenses de personnel	Autres titres	Total	Dépenses de personnel	Autres titres	Total
Autorisations d'engagement		55 840 000	55 840 000		32 645 359	32 645 359
Crédits de paiement		46 135 000	46 135 000		31 359 500	31 359 500

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

ACHATS ET AUTRES CHARGES EXTERNES

L'action 2 « Information administrative, édition publique et promotion » concentre les activités de productions éditoriales et d'informations incluant le renseignement téléphonique effectué dans le cadre du centre d'appels interministériel de Metz ainsi que les activités de gestion des ventes et de promotion. À ces activités s'ajoutent celles d'impression, de maintenance technique et de logistique immobilière ainsi que les dépenses informatiques. Le montant total des achats et autres charges externes de l'action 2 du programme 623, estimé à 39 333 000 € en AE et 30 040 000 € en CP, a été de 24 513 096 € en AE et 23 388 114 € en CP.

Les achats et prestations pour l'imprimerie estimés à 7 300 000 € en AE et 6 730 000 € en CP dans le PAP 2018 ont été exécutés à hauteur de 5 977 290 € en AE et 5 851 003 € en CP. Ils concernent :

- Les achats de papiers pour 1 240 890 € en AE et 1 269 230 € en CP ;
- Les travaux de sous-traitance pour 238 219 € en AE et 181 658 € en CP ;
- Les frais postaux pour 329 775 € en AE et 212 676 € en CP ;
- Les fluides pour 1 501 143 € en AE et 878 399 € en CP ;
- Les achats d'entretien lourd et d'entretien courant pour 1 171 751 € en AE et 2 055 538 € en CP ;
- Les achats de matières et fournitures d'impression et de maintenance du matériel de production pour 1 369 878 € en AE et 1 083 984 € en CP ;
- Les autres achats des départements de l'impression et des moyens généraux pour 125 633 € en AE et 169 518 € en CP.

Ces dépenses qui représentent un taux d'exécution de 82% en AE et 87% en CP sont en augmentation par rapport à 2017 de 31% en AE et 5% en CP. L'augmentation des AE s'explique en partie par l'engagement sur 2 ans du marché EDF du site Desaix de 865 600 €. Les achats de fournitures et prestations liées à l'imprimerie sont en augmentation par rapport à 2017 de 37% en AE et 50% en CP. Cette augmentation s'explique quant à elle par les impacts de la bascule sous chorus, certaines affectations budgétaires qui étaient portées par le programme 624 sont désormais portées par le programme 623 du fait de leur rattachement aux activités.

Les dépenses informatiques ont été programmées à hauteur de 27 510 000 € en AE et 13 380 000 € en CP et ont été exécutées pour 16 450 623 € en AE et 15 474 496 € en CP. Le détail est le suivant :

- 5 877 579 € en AE et 4 571 359 € en CP pour l'hébergement ;
- 1 179 393 € en AE et 1 184 466 € en CP pour les dépenses relatives aux postes de travail ;
- 4 510 842 € en AE et 4 894 675 € en CP pour les dépenses relatives à la maintenance des applications métiers de la DILA ;
- 2 059 926 € en AE et 1 684 442 € en CP pour la gestion applicative et la gestion de projet du système d'information de l'administration numérique ;
- 496 143 € en AE et 419 859 € en CP pour les dépenses de sécurité informatique ;
- 752 727 € en AE et 519 932 € en CP pour les services de transport de données ;
- 258 278 € en AE et 487 728 M€ en CP pour le service 3939 ;

- 256 077 € en AE et 186 546 € en CP pour les études générales et les audits ;
- 100 214 € en AE et CP pour l'acquisition de licences Windows 10 ;
- 100 000 € en AE et CP correspondant à la contribution de la DILA versée à la direction interministérielle du numérique, des systèmes d'information et de la communication (DINSIC) dans le cadre de l'accompagnement renforcé de deux projets choisis lors du concours CHALLENGE en 2017 ;
- 63 842 € en AE et 496 748 € de CP pour le domaine finances (les paiements concernent essentiellement le projet CONCORDe) ;
- 71 177 € en AE et 202 364 € en CP pour le domaine des ressources humaines ;
- 350 471 € en AE et 418 144 € en CP d'autres dépenses informatiques.

Le taux d'exécution des dépenses informatiques est de 60 % en AE et 80 % en CP. On peut noter que la prévision de 1 680 000 € de consommation de CP relative aux évolutions réalisées dans le cadre du projet d'intégration à Chorus n'a pas donné lieu aux prestations attendues n'a fait l'objet d'une exécution qu'à hauteur de 200 000 € en CP.

Les dépenses du secteur éditorial et des débats publics ont été estimées à 570 000 € en AE et en CP au PAP 2018, l'exécution constatée est de 41 499 € en AE et 44 449 € en CP. Sur ces 570 000 € étaient prévus 400 000 € de charges de fonctionnement liées au projet de refonte éditoriale, projet qui n'a pas encore abouti. D'autre part une grande partie de la maintenance des applications prévue pour 100 000 € est désormais gérée par la sous-direction des systèmes d'information et est intégrée aux dépenses informatiques.

Les dépenses liées au renseignement administratif et au fonctionnement du centre d'appels interministériel de Metz, estimées à 905 000 € en AE et en CP au PAP 2018, ont été exécutées à hauteur de 825 709 € en AE et 1 003 772 € en CP avec :

- Les frais téléphoniques et de messagerie pour 397 956 € en AE et 645 008 € en CP ;
- Les achats documentaires pour 129 660 € en AE et 114 664 € en CP ;
- Les fluides pour 84 947 € en AE et 45 939 € en CP ;
- Le nettoyage des locaux pour 37 136 € en AE et 43 219 € en CP ;
- Les autres charges pour 176 010 € en AE et 154 942 € en CP ;

Les dépenses liées à la promotion et la diffusion estimées à 3 049 000 € en AE et 2 460 000 € en CP ont été exécutées à hauteur de 1 179 216 € en AE et 979 202 € en CP.

Elles portent pour 146 779 € en AE et 94 255 € en CP sur les achats d'ouvrages revendus et pour 411 433 € en AE et 392 775 € en CP sur les prestations externalisées de logistiques des ventes. Ces dernières concernent la réception, l'entreposage, le stockage, la préparation des commandes, l'expédition et la livraison d'ouvrages ainsi que les prestations externalisées de ventes d'ouvrages dans le réseau des libraires. En outre, les actions publicitaires ont coûté 544 982 € en AE et 412 193 € en CP et la rémunération des attachés commerciaux 61 219 € en AE et 54 381 € en CP. Enfin, les autres dépenses liées à la promotion et la diffusion ont généré une consommation de 10 321 € en AE et 12 672 € en CP.

Le taux d'exécution de ces dépenses est de 39 % en AE et 40 % en CP. L'exécution est également en baisse de 44 % en AE et 43 % en CP par rapport à 2017 en raison de la baisse stratégique des campagnes de promotion des publications au format papier.

Enfin, les autres dépenses d'achats et autres charges externes avec 38 760 € en AE et 35 192 € en CP.

AUTRES CHARGES DE GESTION ORDINAIRE

Ce poste regroupe les redevances versées et les impôts et taxes, estimés à 3 170 000 € en AE et 2 820 000 € en CP, et qui ont consommé 813 992 € en AE et 806 122 € en CP.

Le montant des redevances pour 2018, évalué à 2 970 000€ en AE et 2 320 000 € en CP, a été de 809 419 € en AE et 800 907 € en CP. Il comprend :

- les acquisitions de licences informatiques budgétées à hauteur de 2 260 000 € en AE et 1 610 000 € en CP qui ont été de 229 908 € en AE et 242 656€ en CP ;
- la redevance annuelle versée, dans le cadre de la délégation de service public, au Centre interdépartemental de gestion de la petite couronne (CIGPC), estimée à 290 000 € en AE et CP, qui s'est élevée à 251 019 € en AE et en CP ;
- les droits d'auteur et reproduction versés aux auteurs pour 420 000€ en AE et en CP qui ont consommé 328 492 € en AE et 307 232 € en CP.

Les impôts et taxes, qui concernent les taxes foncières des sites de la rue Desaix et du Quai Voltaire pour 2018 à hauteur de 50 000 € en AE et en CP auxquelles s'ajoutent les taxes sur les bureaux de ces mêmes sites pour 150 000 € en AE et en CP, ont été programmé au PAP 2018 sur le programme 623. Ces dépenses ont été imputées sur l'activité relative au coût d'occupation portée sur le programme 624. L'exécution de 2 683 € en AE et en CP constatée sur le programme 623 concerne la taxe sur les éditions.

Le coût des intérêts moratoires est de 1 891 € en AE et 2 531 € en CP.

A noter qu'une grande partie des dépenses de redevances informatiques a basculée sur les dépenses de gestion courante suite au passage sous chorus expliquant le faible taux d'exécution constaté pour ces charges de gestion ordinaire.

SUBVENTIONS POUR CHARGES DE SERVICE PUBLIC

Depuis 2014, la DILA finance, en collaboration avec les greffiers des tribunaux de commerce et la presse, le groupement d'intérêt public « plateforme de publicité légale des entreprises » (PPLE) pour la réalisation d'un portail public donnant accès à l'ensemble des informations légales sur les entreprises (création, modification et vie des entreprises). En PLF 2018, le montant des versements a été estimé à 70 000 € alors que les appels de fonds établis par le GIP se sont chiffrés à 28 000 € en AE et en CP.

DÉPENSES D'INVESTISSEMENT

Les dépenses d'investissement sont entièrement programmées et exécutées sur l'action 2 du programme 623. Elles financent essentiellement des projets informatiques et des travaux immobiliers. L'exécution constatée en 2018 est de 7 290 269 € en AE et 7 137 266 € en CP soit respectivement 55 % et 54 % des crédits inscrits dans le PAP.

Ces dépenses se répartissent sur 5 activités de la manière suivante :

- Les **investissements informatiques métier** qui doivent assurer les évolutions des sites internet ou des applications dites « métier » avec une consommation de 4 539 250 € en AE et 5 358 519 € en CP et qui portent sur les projets ayant fait l'objet de reports :
- La refonte du site « legifrance.gouv.fr » dont la tranche fonctionnelle, ouverte en 2017, a fait l'objet d'un complément d'affectation de 1 500 000 € afin de couvrir les développements qui ont été redimensionnés. L'exécution au 31 décembre sur cette TF est de 1 222 928 € en AE et 1 149 203 € en CP ;

- Les évolutions sur site « *service-public.fr* » prévues pour 2 500 000 € avec une exécution de 773 298 € en AE et 1 657 830 € en CP ;
- Le projet de refonte des sites « *ladocumentationfrançaise.fr* » et « *vie-publique.fr* » en un site unique, prévu pour 1 600 000 € avec une exécution de 719 172 € en AE et 266 753 € en CP ;
- Les évolutions de l'application BOAMP avec une exécution de 33 778 € en AE et 82 896 € en CP.

Ainsi que sur de nouveaux projets 2018 :

- Projet SP itérations relatif aux évolutions du site « *service-public.fr* », avec une exécution de 701 676 € en AE et 285 943 € en CP ;
- Les nouvelles démarches en ligne pour une exécution de 1 319 517 € en AE et 492 656 € en CP ;
- Le projet de modernisation de l'annuaire institutionnel initialement prévu pour 500 000€ qui n'a pas donné lieu à des engagements cette année a fait l'objet d'un retrait d'affectation global. Il est reporté sur 2019 ;
- Le projet Quick-Win SOLON-STILA relatif à l'amélioration et la sécurisation des applications métiers de la chaîne régaliennne, qui n'a pas non plus donné lieu à engagements cette année a fait lui aussi l'objet d'un retrait d'affectation global en fin d'année. Il est également reprogrammé sur 2019 ;
- Le projet relatif à la plateforme d'échange et de confiance initialement programmé pour 1 800 000€ fait l'objet d'échanges avec la direction interministérielle du numérique, des systèmes d'information et de la communication (DINSIC) afin de préciser le périmètre des travaux de chacun. Sa mise en œuvre, soumise à ce cadrage, est reportée en 2019.

Le reste de l'exécution des applications métiers porte sur des immobilisations suivantes :

- La finalisation des travaux sur l'application STILA (système de traitement de l'information légale et administrative) avec 101 965 € de consommation de CP ;
 - L'aide à la migration EZ publish avec 29 299 € de consommation d'AE ;
 - Les évolutions du BOAMP web avec 88 738 € de consommation d'AE et 66 554 € de consommation de CP ;
 - Les évolutions SOLON réponses 2017 avec 100 426€ de consommation de CP ;
 - Les acquisitions de licences zenworks avec 73 841 € de consommation d'AE et de CP.
- Les **investissements informatiques de soutien** concernent les prestations informatiques qui ne concourent pas directement à l'administration numérique ou à la production régaliennne. Ils portent essentiellement sur les évolutions de l'hébergement cloud de la DILA et des évolutions du domaine gestion.
En 2018 la consommation est de 338 682 € en AE et 231 050 € en CP et concerne les évolutions du PGI Oracle avec 176 707 € en AE et 143 841 € CP ainsi que les évolutions sur l'outil Business Object avec 161 975 € en AE et 87 209 € en CP.
 - Les **investissements d'infrastructure** ont pour objectif de moderniser l'infrastructure informatique de la DILA présentent une exécution de 276 515 € d'AE et 170 201 € de CP concernant le projet de rénovation du Datacenter de Rosny. Ce projet lancé en 2017, qui avait obtenu un report d'AENE de 1 277 904 €, a été révisé suite à la réorganisation de la sous-direction des systèmes d'information.
 - Les **travaux structurants** sont destinés principalement aux travaux immobiliers, de mise aux normes et de mise en conformité, sur le site de Desaix. Une tranche fonctionnelle a été affectée pour 1 200 000 € et consiste à réaménager et réhabiliter les locaux afin d'augmenter la surface de bureaux. L'objectif est d'améliorer le ratio d'occupation du site de Desaix et de réduire les charges locatives de la DILA à Ségur. La consommation 2018 sur cette TF est de 798 845 € en AE et 671 800 € en CP.
Les autres dépenses relatives à cette activité couvrent essentiellement la modification des installations de ventilation de la rotative avec 267 106 € en AE et 8 126 € en CP, la modernisation des sous-répartiteurs dans le but d'améliorer les performances du réseau de transfert des données avec 113 990 € en AE et 54 100 € en CP, la fiabilisation des ascenseurs avec 100 842 € en CP et la réfection de l'étanchéité et du dallage de la cour industrielle avec 90 054 € en AE et 88 675 € CP.
 - Les **investissements de production** portent sur l'amélioration des outils de production du secteur de l'imprimerie. L'exécution porte sur les CP relatifs à l'acquisition de la plieuse en 2017 soit 187 200 € ainsi que sur le système de chargement pour encarteuse avec 146 654 € en AE.

Le tableau ci-après retrace l'ensemble des investissements réalisés en 2018.

PROJETS	AE	CP
Démarches en ligne 2018	1 319 517	492 656
SP itérations 2018	701 676	285 943
Démarches en ligne 2017	31 105	1 195 554
Évolutions SP 2017	773 298	1 657 830
Administration Numérique	2 825 596	3 631 983
Évolutions Outils BOAMP	33 778	82 896
Évolutions JO assoc OS/OP	88 738	66 554
Licences ZENWORKS	73 841	73 841
Sécurisation du JO	265 070	151 651
Refonte LEGIFRANCE	1 222 928	1 149 203
STILA 2016-2017		101 965
SOLON 2017		100 426
Migration EZ-Publish	29 299	
Production régalienn	1 713 654	1 726 536
Site unique DF/VP	719 172	266 753
Edition	719 172	266 753
Évolutions diverses	338 682	231 050
Gestion	338 682	231 050
Rénovation infrastructure Rosny	276 515	170 201
Infrastructure	276 515	170 201
Chargeurs automatiques sur encarteuse	146 654	0
Plieuse	0	187 200
Imprimerie	146 654	187 200
étanchéité cour industrielle	90 054	88 675
Projet aéraulique DILA	267 106	8 126
Sous répartiteur	113 990	54 100
Restructuration bureaux	394 738	320 273
Locaux techniques	206 868	187 563
Pilotage et études préalables	197 240	163 964
CP sur commandes antérieure	0	100 842
Projet Immobilier	1 269 996	923 543
TOTAL	7 290 270	7 137 266

PROGRAMME 624

PILOTAGE ET RESSOURCES HUMAINES

Bilan stratégique du rapport annuel de performances	40
Objectifs et indicateurs de performance	41
Présentation des crédits et des dépenses fiscales	45
Justification au premier euro	50

BILAN STRATÉGIQUE DU RAPPORT ANNUEL DE PERFORMANCES

Bertrand MUNCH

Directeur de l'information légale et administrative

Responsable du programme n° 624 : Pilotage et ressources humaines

Le programme 624 « Pilotage et ressources humaines » prévoit et exécute la totalité des dépenses de personnel de la DILA ainsi que celles de la société anonyme de composition et d'impression du Journal officiel (SACIJO) qui constitue le fournisseur principal de la DILA en main d'œuvre qualifiée pour la production pré-presse et l'impression. Il comprend aussi le financement des caisses de retraite et des plans de départ volontaire.

Ce programme porte également l'ensemble des dépenses liées à la communication, à la gestion des moyens logistiques et humains.

Les dépenses de personnel de la DILA s'établissent à 66,3 M€ en 2018 pour une prévision de 69,7 M€ en LFI 2018. Elles sont également en baisse de 4 % par rapport à 2017. Les effectifs s'élèvent quant à eux à 579,7 ETPT en 2018 contre 652,6 ETPT fin 2017 soit une diminution de 72,9 ETPT pour un plafond d'emplois fixé à 704 ETPT.

L'exercice 2018 est marqué par la poursuite du dispositif de cessation anticipée volontaire d'activité (CAVA), initié en 2016, et qui s'est traduit par 34 départs. De plus, les sorties d'effectifs relatives aux départs en retraite s'élèvent à 23. Ces départs sont à associer à une politique de recrutement externe sélective plus particulièrement centrée sur les métiers numériques. Le taux de remplacement est inférieur à 1 sur 2.

L'action 4 retrace les dépenses relatives à la SACIJO qui s'établissent à 38,9 M€ en 2018 pour une prévision initiale de 43,1 M€. Ces dépenses sont en hausse par rapport à l'année précédente en raison des indemnités versées dans le cadre du plan de départs anticipés 3M (mutualisation, mutation et modernisation de la SACIJO).

Sur l'action 1 du programme 624, sont gérés les crédits relatifs aux dépenses de fonctionnement courant. Dans le cadre de la rationalisation de ses moyens, la DILA poursuit ses objectifs d'optimisation de l'occupation de ses espaces. Les travaux immobiliers réalisés sur le site situé rue Desaix ont permis de transformer des logements de fonction en surfaces de bureaux, augmentant ainsi la surface d'accueil du site. Les déménagements à Desaix d'une partie du service informatique (courant 2018) et du département des ressources humaines (début 2019) hébergés sur le site de Ségur ont permis de libérer 546 m² de locaux. Ces opérations vont se traduire par une réduction du coût d'occupation du site de Ségur qui s'est chiffré à 2,4 M€ en 2018.

RÉCAPITULATION DES OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE

OBJECTIF 1

Optimiser les fonctions soutien

INDICATEUR 1.1

Ratio d'efficacité bureautique

INDICATEUR 1.2

Ratio d'efficacité de la gestion des ressources humaines

INDICATEUR 1.3

Part des bénéficiaires de l'obligation d'emploi prévue par la loi n° 87-517 du 10 juillet 1987

OBJECTIF 2

Rationaliser l'occupation du parc immobilier

INDICATEUR 2.1

Efficacité de la gestion immobilière

OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE

OBJECTIF N° 1

Optimiser les fonctions soutien

INDICATEUR 1.1 transversal

Ratio d'efficacité bureautique

(du point de vue du contribuable)

	Unité	2016 Réalisation	2017 Réalisation	2018 Prévision PAP 2018	2018 Prévision actualisée PAP 2019	2018 Réalisation	2020 Cible PAP 2018
Ratio d'efficacité bureautique	euros/poste	878	1 457	1 550	1 734	1 980	1 644

Commentaires techniques

Source des données : Sous-direction des systèmes d'information.

Mode de calcul : Au numérateur : coût des achats de PC fixes et portables, imprimantes, serveurs et licences bureautiques, maintenance, télécommunications, support de proximité, formations bureautiques (conformément au périmètre de l'indicateur interministériel) ; A noter : Contrairement aux résultats des années 2015 et 2016, les dépenses de personnel sont incluses à partir de 2017.

Au dénominateur : nombre total de postes de travail (fixes et portables) gérés pour l'ensemble de la mission par le département des infrastructures et des services.

Commentaires : Depuis le 1^{er} janvier 2016, l'assistance bureautique est sous-traitée auprès d'un prestataire extérieur. La DILA a gardé la charge de l'achat de ses postes informatiques. Du fait de l'intégration des dépenses de personnel en lien avec l'assistance et la maintenance auprès des utilisateurs dans le calcul du ratio en 2017 et 2018 ainsi que dans la détermination des prévisions et de la cible, les données ne sont pas comparables avec le résultat de l'année 2016. En intégrant les dépenses de personnel, le ratio pour l'année 2016 serait en comparaison de 1 316 euros par poste.

INDICATEUR 1.2 transversal

Ratio d'efficacité de la gestion des ressources humaines

(du point de vue du contribuable)

	Unité	2016 Réalisation	2017 Réalisation	2018 Prévision PAP 2018	2018 Prévision actualisée PAP 2019	2018 Réalisation	2020 Cible PAP 2018
Ratio d'efficacité de la gestion des ressources humaines	%	2,85	2,81	2,65	2,74	2,78	2,39

Commentaires techniques

Le ratio interministériel d'efficacité de la gestion des ressources humaines rapporte les effectifs gérants (en ETPT), consacrant la majeure partie de leur temps à la gestion des RH (pilotage, recrutements, administration, formation, paye, conditions de travail...), aux effectifs gérés soit l'effectif physique moyen rémunéré, y compris les personnels temporaires.

Source des données : département des ressources humaines et données RH issues de l'application de gestion Pléiades.

Mode de calcul : au numérateur, les effectifs gérants et au dénominateur les effectifs gérés.

Commentaires : il est tenu compte de la moyenne du nombre de fiches de paie établi chaque mois pour l'effectif géré.

La cible 2020 a été révisée à 2,95 et justifiée lors de l'établissement du PAP 2019.

INDICATEUR 1.3 transversal**Part des bénéficiaires de l'obligation d'emploi prévue par la loi n° 87-517 du 10 juillet 1987**

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2016 Réalisation	2017 Réalisation	2018 Prévision PAP 2018	2018 Prévision actualisée PAP 2019	2018 Réalisation	2020 Cible PAP 2018
Part des bénéficiaires de l'obligation d'emploi prévue par la loi n° 87-517 du 10 juillet 1987	%	4,46	4,33	4,3	4,3	3,53	4,57

Commentaires techniques

Source des données : département des ressources humaines.

Mode de calcul : le ratio d'emploi de travailleurs handicapés est calculé en pourcentage des effectifs réels (hors les mises à disposition).

Commentaires : le ratio tient compte des seuls travailleurs handicapés déclarés et d'unités déductibles acquises à la suite des travaux confiés à des établissements d'aide par le travail (ESAT). À titre d'information, la DILA verse une contribution annuelle au fonds pour l'insertion professionnelle des personnes handicapées (FIPHFP). Le résultat de cet indicateur est provisoire et sera actualisé définitivement lors de l'établissement du bilan social en avril 2019.

ANALYSE DES RÉSULTATSIndicateur 1.1 Ratio d'efficacité bureautique :

Le réalisé 2018 est supérieur à la prévision actualisée et au réel 2017. Cette augmentation de coût s'explique en raison des facteurs suivants :

- **Le renouvellement du matériel et d'accessoires informatiques, jusqu'en 2020** pour
 - renouveler régulièrement le parc informatique des postes les plus anciens (+ de 5 ans),
 - remplacer une partie du parc informatique incompatible en lien avec l'opération spécifique du déploiement de Windows 10 (l'arrêt du support Windows 7 étant prévu fin 2019) lancée en 2018,
 - acquérir des postes spécifiques adaptés « métiers » (graphique / édition / vidéo) relativement plus onéreux,
 - acheter de nouveaux postes nécessaire à la mise en place du télétravail.
- **Le déploiement plus important de nouvelles versions de logiciels** (navigateurs, Acrobat reader, etc...) soit 36 packages déployés en 2018 contre 11 en 2017, pour répondre aux exigences de sécurité et d'harmonisation des versions déployées sur l'ensemble des postes de travail.
- **L'impact en coûts de personnel et de sous-traitance** pour traiter ces différentes opérations :
 - interventions plus fréquentes de notre prestataire d'infogérance du support utilisateur,
 - nécessité d'intégrer un agent supplémentaire en mobilité interne dédié à l'assistance et à la maintenance auprès des utilisateurs,
 - renfort d'un technicien supplémentaire mis à disposition par notre prestataire dans le cadre du marché d'assistance, pour assurer la préparation et le déploiement du matériel auprès des utilisateurs,
 - mises en place de formations pour accompagner les agents dans la prise en main de la version Windows 10.

Ces coûts supplémentaires sont ainsi conjoncturels et liés également aux déménagements (rationalisation des sites immobiliers) avec la réinstallation de 223 postes en 2018, ayant nécessité des heures supplémentaires pour réinstaller l'ensemble des postes de travail des agents.

L'organisation spécifique aux missions de la DILA entraîne un nombre de postes mis à disposition supérieur au nombre d'agents et s'explique par :

- la mise en œuvre des contraintes de sécurité ANSSI impose dans des cas précis de mettre à disposition d'un même agent plusieurs postes informatiques,
- la fourniture de postes (plus de 200) à des utilisateurs « non DILA » :
 - les agents de la « SACIJO » mutualisés et de l'atelier graphique,
 - les agents mis à disposition du CAI de Metz,

- certains prestataires dans les équipes de développement, de maintenance, de support et d'exploitation, en particulier dans le cadre des projets informatiques « agiles » avec des prestataires et des agents DILA travaillant ensemble sur des « plateaux »,
- la nécessité de mettre en place un site de repli et la possibilité de réaliser des astreintes techniques et fonctionnelles à distance impliquent l'utilisation de matériel supplémentaire pour les activités liées à la production du *Journal officiel* (90 postes).

Cependant, le nombre de postes physiques a diminué par rapport à 2017 (107 postes en moins) avec le départ d'agents en retraite et dans le cadre du plan de départs volontaires. La rationalisation du parc informatique passe donc par l'identification de matériel non utilisé mais non signalé. Un effort particulier est fait sur les inventaires annuels.

Indicateur 1.2 Ratio d'efficience de la gestion des ressources humaines :

Le résultat 2018 du ratio RH (effectif gérant en % de l'effectif total), soit 2,78%, est très proche de la prévision 2018 actualisée (2,74%). La baisse du taux de l'année 2018 par rapport au réalisé de l'année 2017 (2,81%) résulte de la diminution, à la fois de l'effectif géré (-6,5%) et de celle proportionnellement plus importante de l'effectif gérant (-7,6%). Elle résulte de nombreux départs à la retraite d'une part et dans le cadre de la convention de cessation anticipée volontaire d'activité (CAVA) pour les agents de droit privé de la DILA, d'autre part. Les effectifs de la DILA (entrées – sorties) au 31 décembre 2018 affichent une baisse de 66 ETP.

Indicateur 1.3 Part des bénéficiaires de l'obligation d'emploi prévue par la loi n°87-517 du 10 juillet 1987 :

La baisse de la part des bénéficiaires de l'obligation d'emploi de personnes handicapées s'explique par l'absence d'unités déductibles conjuguée aux départs importants en retraite et dans le cadre du plan de départs volontaires d'agents en situation de handicap. Le recrutement de trois nouveaux agents en situation de handicap en 2018 ne compense pas ce nombre de départs.

Pour corriger ce phénomène et réaffirmer son engagement dans l'égalité professionnelle, la DILA a mis en place un plan volontariste en faveur du recrutement, de l'intégration et du maintien dans l'emploi des personnes en situation de handicap. La DILA a en ce sens ouvert au sein du département des ressources humaines, un poste de chargé de recrutement / politique handicap. La DILA a par ailleurs participé à l'événement *Duoday* le 16 avril 2018 (journée dédiée à l'inclusion par la formation de duos entre des personnes en situation de handicap et des professionnels volontaires). De plus, dans le cadre de la formation professionnelle, des actions de conseil en faveur de l'intégration de collaborateurs en situation de handicap sont proposées.

OBJECTIF N° 2

Rationaliser l'occupation du parc immobilier

INDICATEUR 2.1 transversal

Efficience de la gestion immobilière

(du point de vue du contribuable)

	Unité	2016 Réalisation	2017 Réalisation	2018 Prévision PAP 2018	2018 Prévision actualisée PAP 2019	2018 Réalisation	2020 Cible PAP 2018
Ratio SUN / poste de travail	m²/poste	11,5	14,24	12,76	12,7	12,7	13,8
Ratio Entretien courant / SUB	€	17,65	14,61	16,72	16,72	ND	15,92
Ratio Entretien lourd / SUB	€	20,51	13,8	17,51	18,45	ND	16,72

Commentaires techniques

Source des données : département des moyens généraux pour les surfaces ; département ressources humaines pour les effectifs et département des affaires financières pour les dépenses.

Mode de calcul : afin de faciliter la comparaison interministérielle, les surfaces industrielles ne sont pas prises en compte pour le calcul du ratio SUN par poste de travail, qui est ici publié pour les seules surfaces de bureaux, avec les effectifs correspondants.

Commentaires : Depuis début 2018, la DILA a réussi sa rationalisation immobilière de ses sites parisiens en regroupant ses agents sur seulement deux sites : «Desaix», «Séguir» et en maintenant le site de « Metz ».

ANALYSE DES RÉSULTATS**Indicateur 2.1 Efficience de la gestion immobilière :**

Le ratio SUN par poste de travail est conforme à la prévision. L'année 2018 a été marquée par la libération des locaux du site « quai Voltaire » avec le regroupement des agents sur le site « Desaix ». Par ailleurs, 245 m² de surface de bureaux du site « Séguir » ont été rendus courant 2018 aux services du Premier ministre à la suite du regroupement sur le site « Desaix » d'une partie des équipes informatiques en lien avec la réorganisation de la sous-direction des systèmes d'information et la suppression du COEPIA².

Les résultats 2018 des sous-indicateurs relatifs à l'entretien courant et lourd sur la SUB n'ont pas été actualisés en 2018. En effet, la DILA gère sa comptabilité budgétaire dans le logiciel Chorus depuis le 1^{er} janvier 2018. L'année 2018 a donc été une période de transition dans la prise en main de ce logiciel tant dans la reprise de l'historique que dans la nouvelle façon de comptabiliser les dépenses de l'année. Actuellement, les états de restitution ne sont pas suffisamment aboutis pour renseigner pertinemment ces sous-indicateurs. Par ailleurs, à la suite d'une réorganisation interne avec le transfert de la section « Travaux neufs » du département de la maintenance à celui des moyens généraux, la répartition budgétaire avec l'imputation ad hoc des dépenses d'entretien entre les deux départements n'est pas stabilisée à ce jour.

²COEPIA : conseil d'orientation de l'édition publique et de l'information administrative, dont le secrétariat est assuré par la DILA

PRÉSENTATION DES CRÉDITS

2018 / PRÉSENTATION PAR ACTION DES CRÉDITS VOTÉS (LFI) ET DES CRÉDITS OUVERTS

2018 / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

Numéro et intitulé de l'action	Opérations courantes	Opérations en capital	Total	Prévisions FDC et ADP
01 – Pilotage, modernisation et activités numériques	8 000 000		8 000 000	
03 – Dépenses de personnel	69 694 856		69 694 856	
04 – Convention Etat - Société anonyme de composition et d'impression des journaux officiels	43 058 000		43 058 000	
Total hors résultat d'exploitation et variation du fonds de roulement	120 752 856		120 752 856	

	Dépenses de personnel	Hors dépenses de personnel	Total
Total (hors FDC et ADP)		120 752 856	120 752 856
Ouvertures et annulations (y.c. FDC et ADP)	-1 609 382	-2 900 227	-4 509 609
Total y.c. FDC et ADP ouverts	-1 609 382	117 852 629	116 243 247

2018 / CRÉDITS DE PAIEMENT

Numéro et intitulé de l'action	Opérations courantes	Opérations en capital	Total	Prévisions FDC et ADP
01 – Pilotage, modernisation et activités numériques	7 700 000		7 700 000	
03 – Dépenses de personnel	69 694 856		69 694 856	
04 – Convention Etat - Société anonyme de composition et d'impression des journaux officiels	43 058 000		43 058 000	
Total hors résultat d'exploitation et variation du fonds de roulement	120 452 856		120 452 856	

	Dépenses de personnel	Hors dépenses de personnel	Total
Total (hors FDC et ADP)		120 452 856	120 452 856
Ouvertures et annulations (y.c. FDC et ADP)	-1 609 382	-174 107	-1 783 489
Total y.c. FDC et ADP ouverts	-1 609 382	120 278 749	118 669 367

Pilotage et ressources humaines

Programme n° 624 | PRÉSENTATION DES CRÉDITS

2018 / PRÉSENTATION PAR ACTION DES CRÉDITS CONSOMMÉS

2018 / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

Numéro et intitulé de l'action	Opérations courantes	Opérations en capital	Total
01 – Pilotage, modernisation et activités numériques	5 954 955		5 954 955
03 – Dépenses de personnel	66 319 348		66 319 348
04 – Convention Etat - Société anonyme de composition et d'impression des journaux officiels	39 258 094		39 258 094
Total hors résultat d'exploitation et variation du fonds de roulement	111 532 397		111 532 397

2018 / CRÉDITS DE PAIEMENT

Numéro et intitulé de l'action	Opérations courantes	Opérations en capital	Total
01 – Pilotage, modernisation et activités numériques	5 765 513		5 765 513
03 – Dépenses de personnel	66 319 348		66 319 348
04 – Convention Etat - Société anonyme de composition et d'impression des journaux officiels	38 873 757		38 873 757
Total hors résultat d'exploitation et variation du fonds de roulement	110 958 618		110 958 618

2017 / PRÉSENTATION PAR ACTION DES CRÉDITS CONSOMMÉS

2017 / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

Numéro et intitulé de l'action	Opérations courantes	Opérations en capital	Total
01 – Pilotage, modernisation et activités numériques	7 595 896		7 595 896
03 – Dépenses de personnel	68 972 635		68 972 635
04 – Convention Etat - Société anonyme de composition et d'impression des journaux officiels	36 197 909		36 197 909
Total hors résultat d'exploitation et variation du fonds de roulement	112 766 440		112 766 440

2017 / CRÉDITS DE PAIEMENT

Numéro et intitulé de l'action	Opérations courantes	Opérations en capital	Total
01 – Pilotage, modernisation et activités numériques	6 256 306		6 256 306
03 – Dépenses de personnel	68 972 635		68 972 635
04 – Convention Etat - Société anonyme de composition et d'impression des journaux officiels	36 197 909		36 197 909
Total hors résultat d'exploitation et variation du fonds de roulement	111 426 850		111 426 850

Pilotage et ressources humaines

Programme n° 624 | PRÉSENTATION DES CRÉDITS

PRÉSENTATION DES CRÉDITS SELON LA NOMENCLATURE COMPTABLE

SECTION DES OPÉRATIONS COURANTES

Nature de dépenses	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Consommées en 2017	Ouvertes en LFI pour 2018	Consommées pour 2018	Consommés en 2017	Ouverts en LFI pour 2018	Consommés pour 2018
Achats	36 864 920	43 753 000	299 667	36 684 386	43 653 000	349 595
Autres charges externes	6 261 510	6 636 800	44 506 764	5 240 638	6 436 800	43 955 163
Autres charges de gestion ordinaire	654 017	668 000	406 590	515 833	668 000	334 484
Charges de personnel	68 972 635	69 694 856	66 319 348	68 972 635	69 694 856	66 319 348
Charges d'intervention	13 300			13 300		
Charges financières	58	200	28	58	200	28
Total hors résultat d'exploitation	112 766 440	120 752 856	111 532 397	111 426 850	120 452 856	110 958 618
Total hors résultat d'exploitation y.c. FDC et ADP prévus	112 766 440	120 752 856	111 532 397	111 426 850	120 452 856	110 958 618

SECTION DES OPÉRATIONS EN CAPITAL

Nature de dépenses	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Consommées en 2017	Ouvertes en LFI pour 2018	Consommées pour 2018	Consommés en 2017	Ouverts en LFI pour 2018	Consommés pour 2018
Total hors variation du fonds de roulement						
Total hors variation du fonds de roulement y.c. FDC et ADP						

RÉCAPITULATION DES MOUVEMENTS DE CRÉDITS

ARRÊTÉS DE REPORT DE CRÉDITS HORS FONDS DE CONCOURS

Date de signature	Ouvertures				Annulations			
	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement		Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Dépenses de personnel	Autres dépenses	Dépenses de personnel	Autres dépenses	Dépenses de personnel	Autres dépenses	Dépenses de personnel	Autres dépenses
27/03/2018				1 460 160	0	0	0	0

LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES

Date de signature	Ouvertures				Annulations			
	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement		Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Dépenses de personnel	Autres dépenses	Dépenses de personnel	Autres dépenses	Dépenses de personnel	Autres dépenses	Dépenses de personnel	Autres dépenses
10/12/2018					1 609 382	2 900 227	1 609 382	1 634 267

TOTAL DES OUVERTURES ET ANNULATIONS (Y.C. FDC ET ADP)

	Ouvertures				Annulations			
	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement		Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres
Total général				1 460 160	1 609 382	2 900 227	1 609 382	1 634 267

JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

ÉLÉMENTS TRANSVERSAUX AU PROGRAMME

EMPLOIS ET DÉPENSES DE PERSONNEL

(en ETPT)

Catégorie d'emplois	Transferts de gestion 2017 1	Réalisation 2017 2	LFI + LFR 2018 3	Transferts de gestion 2018 4	Réalisation 2018 5	Écart à LFI + LFR 2018 (après transferts de gestion) 5 - (3 + 4)
Catégorie A+		5	5		8	+3
Catégorie A		95	103		88	-15
Catégorie B		24	31		22	-9
Catégorie C		64	76		53	-23
Contractuels		465	489		408	-81
Total		653	704		579	-125

(en ETPT)

Catégorie d'emplois	Mesures de périmètre en LFI 6	Mesures de transfert en LFI 7	Corrections techniques 8	Impact des schémas d'emplois pour 2018 (5-4)-(2-1)-(6+7+8)	dont extension en année pleine des schémas d'emplois 2017 sur 2018 (9)	dont impact du schéma d'emplois 2018 sur 2018 (10)
Catégorie A+			+1	+2	+2	0
Catégorie A			-1	-6	-3	-3
Catégorie B				-2	-1	-1
Catégorie C				-11	-4	-7
Contractuels		-25		-32	-34	+2
Total		-25	0	-49	-40	-9

Une correction technique est proposée dans le schéma d'emploi entre les catégories A+ et A en raison d'une erreur de paramétrage d'un agent dans l'outil de gestion.

ÉVOLUTION DES EMPLOIS À PÉRIMÈTRE CONSTANT

(en ETP)

Catégorie d'emplois	Sorties	dont départs en retraite	Mois moyen des sorties	Entrées	dont primo recrutements	Mois moyen des entrées	Schéma d'emplois Réalisation	Schéma d'emplois Prévision PAP
Catégorie A+	2		4	2	2	7	0	
Catégorie A	22	7	5,5	17	7	5,5	-5	-6
Catégorie B	7	2	6,5	6	3	6,5	-1	-5
Catégorie C	11	8	5,9	0	0	1	-11	-3
Contractuels	129	39	8,5	105	94	7,3	-24	-15
Total	171	56		130	106		-41	-29

Les flux enregistrés en ETP (195,90 sorties et 130,10 entrées) intègrent l'ensemble des mouvements intervenus au cours de l'année, y compris ceux des personnels contractuels de courte durée et saisonniers, qui représentent la majeure partie des mouvements.

L'effectif réalisé de la mission s'élève à 579,65 ETPT, en recul de 72,90 ETPT par rapport à l'exercice 2017 (652,55 ETPT).

Cette forte progression s'explique principalement par :

- des retraites et départs en cessation anticipée d'activité CAVA : 56,06 % du total des mouvements des personnels permanents hors CDD de courte durée (76,60 ETP) et changements de catégorie (20,30 ETP) soit 55,60 ETP. Le dispositif de cessation anticipée d'activité CAVA (2016-2020) s'est traduit par 33,10 ETP en moins au cours de l'exercice 2018 ;
- des fins de contrats art.4 (8,9 ETP) ;
- des détachements, démissions, invalidités et mutations (27 ETP).

Au total, les flux d'effectifs permanents (hors CDD de courte durée et changements de catégorie) se sont élevés à 99 sorties en ETP pour un volume d'entrées de 31,80 ETP.

Le taux d'utilisation du plafond d'emplois ouvert en 2018 (704 ETPT) est de 82,34 %.

La DILA poursuivra en 2019 la politique de réduction des effectifs engagée depuis 2015. Après la baisse de 27,16 ETPT (20,20 ETP) opérée en 2016, de 50,89 ETPT (67,70 ETP) en 2017, de 72,90 ETPT (65,80 ETP) en 2018, 2019 devrait connaître une nouvelle baisse conséquente de 53,60 ETPT (effet du schéma d'emplois 2018 sur 2019 de -16 ETPT, d'une mesure de transfert de -8 ETPT, de l'effet du schéma d'emplois de 2019 de -31,60 ETPT et d'une correction technique de +2 ETPT) soit -38 ETP.

Le niveau des emplois pourrait ainsi être ramené de 579,65 ETPT moyens annuels en 2018 à 525,95 ETPT moyens annuels, soit une diminution d'environ -9,25 % sur un an.

Le dispositif de cessation anticipée et volontaire d'activité (CAVA), applicable aux personnels de droit privé de la DILA nés avant 1964, se déroule d'une manière nominale et conforme aux objectifs fixés. Il représente une part substantielle de la forte diminution des effectifs observée à la DILA.

EFFECTIFS ET ACTIVITÉS DES SERVICES

RÉPARTITION DES EMPLOIS PAR SERVICE

Service	Prévision LFI ETPT	Réalisation ETPT	ETP au 31/12/2018
Administration centrale	704	579	548
Services régionaux			
Services départementaux			
Opérateurs			
Services à l'étranger			
Autres			
Total	704	579	548

RÉPARTITION DU PLAFOND D'EMPLOIS PAR ACTION

Numéro et intitulé de l'action / sous-action	Prévision LFI ETPT	Réalisation ETPT
03 – Dépenses de personnel	704	579
Total	704	579
Transferts de gestion		

Pilotage et ressources humaines

Programme n° 624 | JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

ÉLÉMENTS SALARIAUX

(en millions d'euros)

Principaux facteurs d'évolution de la masse salariale hors CAS Pensions	
Socle Exécution 2017 retraitée	62,2
Exécution 2017 hors CAS Pensions	64,6
Impact des mesures de transferts et de périmètre 2018/2017	
Débasage de dépenses au profil atypique :	
– GIPA	-0
– Indemnisation des jours de CET	-0,1
– Mesures de restructurations	-2,3
– Autres	
Impact du schéma d'emplois	-4
EAP schéma d'emplois 2017	-1,9
Schéma d'emplois 2018	-2,1
Mesures catégorielles	
Mesures générales	0
Rebasage de la GIPA	
Variation du point de la fonction publique	0
Mesures bas salaires	
GVT solde	0,1
GVT positif	0,2
GVT négatif	-0,1
Rebasage de dépenses au profil atypique – hors GIPA	4
Indemnisation des jours de CET	0,1
Mesures de restructurations	3,5
Autres	0,4
Autres variations des dépenses de personnel	-0,2
Prestations sociales et allocations diverses – catégorie 23	-0,2
Autres	
Total	62,2

En 2018, le montant total des dépenses de titre II (CAS compris) s'élève à 66,319 M€ pour un budget ouvert de 69,695 M€, soit un taux de consommation de 95,16 %. L'exercice dégage un disponible de 3,376 M€, soit environ 4,84 % des crédits ouverts. Pour rappel, le montant des dépenses de 2017 s'élevait à 68,973 M€ pour un budget ouvert de 73,900 M€, soit un taux de consommation de 93,33% et un disponible de 4,927 M€ (environ 6,67 % des crédits ouverts).

Les crédits ouverts en 2019 s'élèvent à 65,913 M€ contre 69,695 M€ l'année précédente (-3,782 M€ soit -5,43 %). En termes d'exécution, la dépense prévisionnelle est estimée à 64,976 M€ contre 66,319 M€ en 2018 soit -2,03 %. Le disponible attendu est de 0,937 M€, soit 1,42 % du montant des crédits ouverts.

Débasage de dépenses au profil atypique :

Le montant du débasage des dépenses non reconductibles au profil atypique s'élève à 2 353 665,5 € et se décompose de la manière suivante :

- GIPA 2017 : 1 165 € ;
- compte épargne temps (CET) 2017 : 57 714 € ;
- mesures de restructuration 2017 :
 - dispositif de cessation anticipée d'activité (CAVA) mis en œuvre 2016 : 1 859 687 € ;
 - dispositif de cessation anticipée d'activité (CAAPAT) mis en œuvre en 2007 : 439 099 €.

Impact du schéma d'emplois

Les économies réalisées au titre du schéma d'emplois s'élèvent à 4 018 549 € et se décomposent de la manière suivante :

- EAP schéma d'emplois n-1 : -1 934 979 € ;
- schéma d'emplois n : -2 083 570 €.

GVT solde

Le GVT solde s'élève à 146 538 € € et se décompose de la manière suivante :

- GVT positif : 206 143 € ;
- GVT négatif : -59 604 €.

Autres

La rubrique "Autres" s'élève à 446 352 €. Le tableau ci-dessous retrace les variations négatives ou positives entre les années n-1 et n d'éléments hors plafond d'emplois ainsi que des montants qui ne rentrent pas dans les autres rubriques (subrogation et éléments variables et régularisation).

	Année n	Année n-1	Variation
Mises à disposition	118 346	36 403	81 943
Apprentis	267 078	172 897	94 181
Attachés commerciaux	43 906	47 055	-3 149
Mises à disposition au CAI Metz	197 920	194 883	3 038
Collaborateurs extérieurs	33 670	59 231	-25 561
Tuteurs		630	-630
participation employeur effort construction	103 841	108 077	-4 236
Caisse des pensions	12 058 847	11 319 221	739 626
Divers(mutuelles funéraires, prévoyance...)	372 302	460 197	-87 895
Subrogation	-631 901		-631 901
Éléments variables et régularisation	280 936		280 936
Total	12 844 946	12 398 594	446 352

COÛTS ENTRÉE-SORTIE

Catégorie d'emploi	Coût moyen chargé HCAS			dont rémunérations d'activité		
	Coût d'entrée	Coût global	Coût de sortie	Coût d'entrée	Coût global	Coût de sortie
Catégorie A+	112 547	129 997	134 219	54 824	66 539	71 159
Catégorie A	60 002	74 388	79 082	32 208	38 277	36 480
Catégorie B	48 081	52 743	50 034	27 103	26 807	31 261
Catégorie C	30 692	45 092	38 507	20 946	23 415	19 997
Contractuels	61 960	85 821	128 690	37 724	49 121	41 647

CONTRIBUTIONS ET COTISATIONS SOCIALES EMPLOYEURS POUR LES PENSIONS

	Réalisation 2017	LFI 2018	Réalisation 2018
Contributions d'équilibre au CAS Pensions	4 414 935	4 662 856	4 114 091
<i>Civils (y.c. ATI)</i>	4 414 935	4 662 856	4 114 091
<i>Militaires</i>			
<i>Ouvriers de l'État (subvention d'équilibre au FSPOEIE)</i>			
<i>Autres (Cultes et subvention exceptionnelle au CAS Pensions)</i>			
Cotisation employeur au FSPOEIE			

Le taux de la contribution employeur au CAS pensions pour 2018 est resté inchangé à 74,28 %. Le montant des versements a légèrement baissé et est passé à 4,414 M€ contre 4,415 M€ en 2017.

Pilotage et ressources humaines

Programme n° 624 | JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

ACTION SOCIALE – HORS TITRE 2

Type de dépenses	Effectif concerné (ETP)	Réalisation Titre 3	Réalisation Titre 5	Total
Restauration		88 715		88 715
Logement				
Famille, vacances		29 954		29 954
Mutuelles, associations		186 181		186 181
Prévention / secours				
Autres				
Total		304 850		304 850

Au titre de l'action sociale, la DILA a subventionné les associations suivantes pour 258 329 en AE et 186 181 € en CP :

- la commission de gestion des oeuvres sociales (CGOS) pour 240 494 € en AE et 168 346 € ;
- l'association « culture et loisirs » des services du Premier ministre pour 2 250 € ;
- l'association sportive de la DILA pour 13 775 € ;
- l'association « Les fauvelles » pour 1 810 €.

De plus, le financement des bons de Noël et de rentrée scolaire s'établit à 29 436 € et la participation de la DILA au réseau Cezam pour les voyages et actions culturelles des agents de droit public se chiffre à 520 € en AE et 518 € en CP.

Par ailleurs, la participation de la DILA aux frais de restauration des agents des sites Ségur et du quai Voltaire s'est élevée à 109 € en AE et 88 715 € en CP.

SUIVI DES CRÉDITS DE PAIEMENT ASSOCIÉS À LA CONSOMMATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT (HORS TITRE 2)

AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT	CRÉDITS DE PAIEMENT
AE ouvertes en 2018 (*) (E1) 48 157 773	CP ouverts en 2018 (*) (P1) 50 583 893
AE engagées en 2018 (E2) 45 213 049	Total des CP consommés en 2018 (P2) 44 639 270
AE affectées non engagées au 31/12/2018 (E3)	dont CP consommés en 2018 sur engagements antérieurs à 2018 (P3) = (P2) – (P4) 1 689 162
AE non affectées non engagées au 31/12/2018 (E4) = (E1) – (E2) – (E3) 2 944 724	dont CP consommés en 2018 sur engagements 2018 (P4) 42 950 108

RESTES À PAYER

Engagements ≤ 2017 non couverts par des paiements au 31/12/2017 brut (R1) 2 884 287				
Travaux de fin de gestion postérieurs au RAP 2017 (R2) -114 426				
Engagements ≤ 2017 non couverts par des paiements au 31/12/ 2017 net (R3) = (R1) + (R2) 2 769 861	–	CP consommés en 2018 sur engagements antérieurs à 2018 (P3) = (P2) – (P4) 1 689 162	=	Engagements ≤ 2017 non couverts par des paiements au 31/12/2018 (R4) = (R3) – (P3) 1 080 699
AE engagées en 2018 (E2) 45 213 049	–	CP consommés en 2018 sur engagements 2018 (P4) 42 950 108	=	Engagements 2018 non couverts par des paiements au 31/12/2018 (R5) = (E2) – (P4) 2 262 941
				Engagements non couverts par des paiements au 31/12/ 2018 (R6) = (R4) + (R5) 3 343 640
				Estimation des CP 2019 sur engagements non couverts au 31/12/2018 (P5) 1 899 438
				Estimation du montant maximal des CP nécessaires après 2019 pour couvrir les engagements non couverts au 31/12/2018 (P6) = (R6) – (P5) 1 444 202

NB : les montants ci-dessus correspondent uniquement aux crédits hors titre 2

(*) LFI 2018 + reports 2017 + mouvements réglementaires + FDC + ADP + fongibilité asymétrique + LFR

JUSTIFICATION PAR ACTION

ACTION N° 01

Pilotage, modernisation et activités numériques

(y.c. FDC et ADP)	Prévision LFI			Réalisation		
	Dépenses de personnel	Autres titres	Total	Dépenses de personnel	Autres titres	Total
Autorisations d'engagement		8 000 000	8 000 000		5 954 955	5 954 955
Crédits de paiement		7 700 000	7 700 000		5 765 513	5 765 513

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

ACHATS ET AUTRES CHARGES EXTERNES

L'action 1 « Pilotage, modernisation et activités numériques » retrace les charges liées aux activités de la direction, des services support (administratifs, comptables, financiers et des moyens généraux). Pour 2018, les achats et autres charges externes ont consommé 5 548 338 € en AE et 5 431 001 € en CP pour des crédits demandés de 7 331 800 € en AE et 7 031 800 € en CP.

Le coût d'occupation des locaux et la location des parkings prévus à hauteur de 2 050 000 € en AE et en CP dans le PAP 2018 ont généré des consommations de 2 430 571€ en AE et 2 431 461€ en CP. Ces dépenses sont en hausse par rapport à 2017 de 65% et portent essentiellement sur le loyer du site Ségur occupé par la DILA depuis fin 2017. La superficie occupée par la DILA sur ce site a diminué fin 2018 et doit continuer de diminuer suite aux mouvements de personnel et aux plans de départs anticipés ce qui va permettre d'effectuer une économie estimée à 700 000 € en 2019 et 1 000 000 € en 2020. De plus, la gestion du parc immobilier estimée à hauteur de 1 330 000 € en AE et 930 000 € en CP a fait l'objet d'une exécution à hauteur de 255 221 € en AE et 120 281 € en CP. Enfin, dans le cadre de l'installation d'une partie des services du secrétariat général à Ségur, le déménagement des personnels (emménagement des départements informatique, RH, financiers et comptables sur le site Ségur) a coûté 188 589 € en CP.

Les achats stockés et non stockés de fournitures d'entretien et de fournitures de bureau et d'emballages prévus à hauteur de 655 000 € en AE et 535 000 € en CP ont été exécutés pour 320 464 € en AE et 265 273 € en CP. L'entretien et la maintenance des matériels et biens mobiliers ont, quant à eux, coûté 6 898 € en AE et 10 869 € pour une prévision de 380 000 € en AE et 280 000 € en CP.

Les frais de transport prévus à hauteur de 550 000 € en AE et en CP ont consommé 1 302 288 € en AE et 507 495 € en CP. Cette consommation d'AE ne reflète pas la consommation réelle, une partie des engagements juridiques (EJ) ayant fait l'objet d'une double saisie. Les EJ ont été clôturés sur 2019 et l'échéancier des restes à payer du programme 624 tient compte de ces EJ qui ne seront pas soldés. De plus, les frais de manutention et de stockage prévus à hauteur de 90 000 € en AE et en CP ont été exécutés pour 30 472 € en AE et 28 415 € en CP.

Les frais de restauration prévus à hauteur de 400 000 € en AE et 650 000 € en CP ont été exécutés pour 46 682 € en AE et 534 929 € en CP. Des difficultés rencontrées dans l'exécution du marché justifient la faible exécution en AE. Un protocole transactionnel visé fin 2018 va mettre fin au marché dans le courant de l'année 2019 et permettre la relance d'une nouvelle procédure.

Les dépenses de ressources humaines prévues à hauteur de 1 040 000 € en AE et en CP qui ont été exécutées pour 796 922 € en AE et 752 042 € en CP dont :

- 536 950 € en AE et 524 068 € en CP pour la formation professionnelle ;
- 44 334 € en AE et 15 800 € en CP pour les gratifications de stage ;
- 46 986 € en AE et en CP les frais de gestion des indemnités de chômage versés à pôle emploi ;
- 49 142 € en AE et 46 742 € en CP concernent le Noël des enfants ;
- 113 788 € en AE, 111 488 € en CP concernent les autres charges ;
- 3 222 € en AE et 4 458 € en CP concernent les achats de fournitures diverses ;
- 2 500 € en AE et en CP concernent la prise en charge de congés solidaires.

Par ailleurs, les frais de déplacement des agents programmés pour 50 000 € en AE et en CP au PAP ont consommé 29 902 € en AE et 29 912 € en CP.

Les dépenses de communication prévues à hauteur de 215 000 € en AE et en CP ont été exécutées pour 97 051 € en AE et 97 704 € en CP et les dépenses relatives aux fêtes et cérémonies estimées à hauteur de 20 000 € en AE et en CP ont généré une consommation de 23 311 € en AE et 22 694 € en CP.

Les frais de télécommunication prévus à hauteur de 47 000 € en AE et en CP ont consommé 20 572 € en AE et 14 215 € en CP.

Les prestations d'assistance à la rédaction des marchés publics estimées à 30 000 € en AE et en CP ont coûté 48 517 € en AE et 43 875 € en CP et les frais d'études et recherches, les honoraires et rémunérations d'intermédiaires prévus à hauteur de 50 800 € en AE et en CP ont été exécutés pour 56 153 € en AE et 74 305 € en CP.

Les dépenses liées à la stratégie prévues à hauteur de 320 000 € en AE et CP au PAP ont consommé 35 960 € en AE et 272 352 € en CP avec notamment une prestation de conseil en matière de sécurité des systèmes d'information (SI) ainsi qu'un audit de sécurité. En outre, les dépenses liées à la certification ISO estimées à 40 000 € en AE et en CP ont été exécutées pour 7 016 € en AE et 7 341 € en CP.

Enfin, les diverses autres dépenses ont été exécutées pour 40 338 € en AE et 29 248 € en CP avec par exemple le versement de la prime d'assurance de la flotte automobile pour 2018, les frais liés au transport de fonds ou la location de fontaines à eau.

AUTRES CHARGES DE GESTION ORDINAIRE

Les autres charges de gestion ordinaire estimées à 668 000 € en AE et en CP ont été exécutées pour 406 590 € en AE et 334 484 € en CP.

Les dépenses d'action sociale imputées en fonctionnement concernent en 2018 les contributions aux associations et la participation de la DILA aux frais de restauration des agents du site de Ségur.

Les subventions aux associations ont été exécutées de la manière suivante :

- la commission de gestion des œuvres sociales (CGOS) avec 240 494 € en AE et 168 346 € en CP initialement prévue pour 270 000 € en AE et CP ;
- l'association sportive de la DILA (ASDILA) avec 13 775 € en AE et en CP initialement prévue pour 11 000 € en AE et en CP ;
- l'association « culture et loisirs » des services du Premier ministre avec 2 250 € en AE et en CP initialement prévue pour 2 500 € en AE et CP ;
- l'association Les Fauvettes avec 1 810 € en AE et en CP ;
- aucune subvention n'a été versée aux associations pour la promotion des activités sportives et socio-culturelles interministérielles (APASSI) et pour l'Éducation Plein Air Finances (EPAF). Elles avaient fait l'objet d'une prévision respectivement pour 4 500 € et 15 000 € en AE et CP au PAP 2018.

Pilotage et ressources humaines

Programme n° 624 | JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

La participation de DILA aux frais de restauration des agents estimée à hauteur de 200 000 € en AE et CP et les subventions aux associations prévues pour un montant total de 303 000 € en AE et CP au PAP ont été exécutées en achats et autres charges externes.

Par ailleurs, les redevances pour concession, brevets, licences, marques, ont été exécutées pour un montant de 16 398 € en AE et en CP. Elles avaient été estimées pour 15 000 € en AE et CP.

Les versements de dommages et intérêts prévus pour 15 000 € en AE et CP ont été exécutés pour 1 393 € en AE et 1 433 € en AE.

Les intérêts moratoires estimés à 35 000 € en AE et CP ont été exécutés pour 22 400 € en AE et 22 402 € en CP.

L'exécution 2018 présente également la contribution au fonds d'insertion aux personnes handicapées pour 52 733 € en AE et en CP. Cette dépense était programmée et exécutée en titre 2 avant l'intégration dans Chorus.

Enfin les charges relatives aux impôts et taxes (taxes foncières, taxe de balayage), prévues sur le programme 623, ont consommé 55 337 € en AE et en CP.

CHARGES FINANCIÈRES

28 € ont été consommés en AE et CP au titre de pertes de change.

ACTION N° 02**Promotion et distribution des publications**

	Prévision LFI			Réalisation		
	Dépenses de personnel	Autres titres	Total	Dépenses de personnel	Autres titres	Total
(y.c. FDC et ADP)						
Autorisations d'engagement						
Crédits de paiement						

ACTION N° 03**Dépenses de personnel**

	Prévision LFI			Réalisation		
	Dépenses de personnel	Autres titres	Total	Dépenses de personnel	Autres titres	Total
(y.c. FDC et ADP)						
Autorisations d'engagement	69 694 856	0	69 694 856	66 319 348	0	66 319 348
Crédits de paiement	69 694 856	0	69 694 856	66 319 348	0	66 319 348

ACTION N° 04**Convention Etat - Société anonyme de composition et d'impression des journaux officiels**

	Prévision LFI			Réalisation		
	Dépenses de personnel	Autres titres	Total	Dépenses de personnel	Autres titres	Total
(y.c. FDC et ADP)						
Autorisations d'engagement		43 058 000	43 058 000		39 258 094	39 258 094
Crédits de paiement		43 058 000	43 058 000		38 873 757	38 873 757

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

■ ACHATS ET AUTRES CHARGES EXTERNES

L'action 4 du programme 624 rassemble les crédits relatifs aux dépenses de sous-traitance réalisée par la société anonyme de composition et d'impression des Journaux officiels (SACI-JO) pour le compte de la DILA, au financement de sa caisse de pensions et de ses dispositifs de sauvegarde d'emplois.

Les dépenses se répartissent de la manière suivante :

- Les salaires et charges des agents de la SACI-JO mis à disposition de la DILA pour 20 695 181 € en AE et 20 634 150 € en CP.
- Les charges liées aux plans de départs anticipés :
 - le régime exceptionnel de cessation d'activité des personnels de la SACI-JO (RECAPS) mis en œuvre en 2007 pour 666 500 € en AE et CP ;
 - la convention relative à la modernisation du secteur impression préparation de la SACI-JO mise en place en 2012 (CRAMSIPS) pour 192 788 € en AE et en CP ;
 - le plan de départ volontaire lié à la modernisation, la mutualisation et à la mutation de la SACI-JO (plan « 3M ») signé dans le contexte de l'arrêt du JO papier et du développement de l'impression numérique pour 7 787 625 € en AE et en CP.
- Le financement des dispositifs de retraite de la SACI-JO (caisses de pension et caisses de prévoyance et de décès) pour 9 916 000 € en AE et 9 592 615 € en CP.

Compte tenu de ces éléments, l'exécution totale des dépenses qui relèvent de l'action 4 du programme 624 s'est élevée à 39 258 094 € en AE et 38 873 757 € en CP pour une prévision initiale de 43 058 000 €.